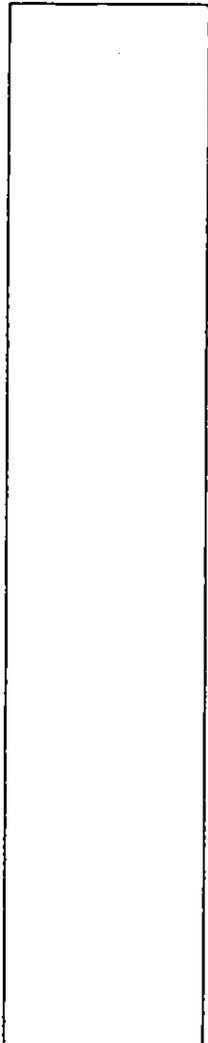


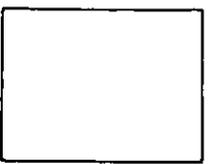
# FRANCE

Juillet 1961 - N° 33 1,50 NF

# FORUM



*Comment  
démocratiser  
la République ?*



### CRISE DES PARTIS

J'ai lu avec grand intérêt l'article d'André Philip intitulé « La crise des partis » dans le n° 31 de *France-Forum*.

Je suis tout à fait d'accord sur les perspectives de la gauche nouvelle qui sont ainsi tracées et je suis certain, si j'en juge par ce qui se passe autour de moi, que cette formule trouverait de nombreux appuis. Mais comment s'organiser, rien ne laisse supposer que ces idées puissent être appliquées dans les années qui viennent. Que faire ? Cette question, beaucoup de Français se la posent, mais ils ne voient guère de solution.

Nous attendons de quelques personnalités marquantes, non pas la création d'un nouveau parti... mais une ligne de conduite qui, un jour, pourrait aboutir aux réformes que vous préconisez.

P. L.-P. (Seine-et-Oise).

### SUR L'AMENAGEMENT DU TERRITOIRE

Le forum du dernier numéro sur l'Aménagement du Territoire m'a paru excellent. Cette notion à l'ordre du jour, à la mode même, presque autant que le problème du sous-développement y est clairement définie après un débat très fructueux entre des hommes particulièrement compétents, et les modalités de cette politique largement discutées. Mais bien qu'ayant abordé entre autre les problèmes des métropoles régionales, de la région parisienne, de la décentralisation industrielle, administrative, intellectuelle et culturelle, ce forum de 10 pages pêche par sa brièveté. En effet plusieurs aspects importants de l'aménagement du territoire ont

été passés sous silence. Je voudrais ici en relever deux.

Le choix d'un plan national, synthèse des plans régionaux et des objectifs nationaux et internationaux, comme base de la politique d'aménagement du territoire est de beaucoup préférable à une action coup par coup ou à un saupoudrage industriel. D'où la nécessité de créer des métropoles régionales. Mais s'il est évident que l'initiative locale ou régionale est le support indispensable d'une politique d'aménagement du territoire, il faut que le pouvoir politique, lui aussi, crée les structures d'accueil nécessaires ; et je crois qu'en cette matière, très peu a été fait. Bien que le gouvernement ait décidé la création de 21 régions économiques, il n'a encore rien fait, ou presque, pour *unifier dans ce cadre* tous les découpages administratifs, ni pour déconcentrer et décentraliser largement le pouvoir. C'est seulement lorsque ces deux conditions seront réalisées que les capitales régionales, choisies sur le plan administratif, pourront devenir de véritables pôles de développement économique, social et culturel. A l'heure actuelle nous sommes encore enfermés dans un cercle vicieux : la politique d'aménagement du territoire, si tant est qu'elle existe, se fait à Paris alors qu'une telle politique, de par ses buts devrait être la première à être décentralisée. Il y a là un véritable « goulot d'étranglement » à la réalisation de la politique d'aménagement du territoire.

Un autre point aurait mérité d'être souligné davantage. Mais le problème étant très complexe, je ne ferais que poser la question. On a parlé de « Paris et le désert français », mais il au-

rait fallu parler aussi de la conversion du conflit actuel entre l'industrie et l'agriculture françaises en une coexistence pour un développement plus coordonné du territoire. La France est un des rares pays européens à avoir la chance de disposer d'égalités en industrie et en agriculture. Cette chance devrait être largement utilisée pour permettre un développement et un aménagement du territoire des plus harmonieux. Malheureusement cette chance n'est pas utilisée. L'industrie française est nettement favorisée, l'agriculture à la part du pauvre, les événements qui se déroulent en Bretagne en sont la preuve inquiétante. Il faudrait résoudre ce grave problème qui entre directement dans le cadre d'une véritable politique d'Aménagement du Territoire.

Philippe Courboin.

### SOUCI DU CONCRET

Réabonnement à « France-Forum » avec tous mes encouragements, mais évitez les carrefours trop « intellectuels », il faut déboucher sur des objectifs concrets.

L. L. (St-Germain-en-Laye).

### SI FRANCE FORUM VOUS INTERESSE :

*Pour augmenter son rayonnement et sa diffusion :*

- Vous êtes-vous abonné ?
- Avez-vous fait un nouvel abonné ?
- Avez-vous offert un abonnement à un ami ?

*N'oubliez pas que l'existence d'une revue dépend du nombre de ses abonnés. Nous tenons à la disposition des lecteurs qui nous en feront la demande des dépliants de propagande et des numéros spécimens gratuits.*

Pour faire connaître

**FRANCE-FORUM**

**Demandez  
des numéros spécimens  
qui vous seront adressés**

**GRATUITEMENT**

### FRANCE-FORUM

#### Comité d'Études et de Confrontation

Jean AUBRY, Alain BARRERE, Théo BRAUN, Maurice BYE, Jean CONILH, P.-B. COUSTE, Michel DEBATISSE, Eugène DESCAMPS, Léon DU-BOIS, Jacques FAUVET, François FONTAINE, Pierre FOUGEYROLLAS, Henri FRENAY, Georges HOURDIN, Georges LE BRUN-KERIS, Jacques MALLET, André PHILIP, René REMOND, Pierre-Henri SIMON, Pierre-Henri TEITGEN, Etienne BORNE, Jean LECANUET.

Rédacteur en chef : Henri BOURBON.

### PHOTOS

Forum : L. Prat

Dossier : H. Cartier-Bresson, magnum

Étude : M. Desjardins, Réalités

Enquête : Dalmas

Cinéma : Associated Press, Dalmas

Exposition : Jacques (Marseille)

Couverture : Interpress

# FRANCE

.....

# FORUM

## COMITE DE DIRECTION :

Etienne Borne, Jean Lecanuet, Henri Bourbon.

24 bis, boulevard Saint-Germain - Paris (V°)  
C.C.P. Paris 14-788-84. Tél. ODEon 70-83

Prix de vente au numéro ..... 1,50 NF  
Abonnement : 8 numéros par an.. 10 NF

## SOMMAIRE

N° 33 - JUILLET - 1,50 NF

### EDITORIAL

*Le Droit à la liberté et à la vérité* PAR JEAN TEITGEN ..... 3

### AU FORUM

*Parti communiste et démocratie française*, AVEC J.-M. DOMENACH, J. FAUVET, P. FOUGEYROLLAS, A. JEANSON ET E. BORNE ..... 4

### DOSSIER

*La dernière étape du Concile*, PAR J.-P. DUBOIS-DUMEE ..... 14

### QUESTIONS D'AUJOURD'HUI

*Faut-il dépolitiser la vie publique*, PAR PIERRE PFLIMLIN ..... 16

### ETUDE

*Histoire et humanisme chez Raymond Aron*, PAR RAYMOND BALMES ... 19

### ENQUETE

*De Libreville à Fort-Lamy, à l'écoute des Africains*,  
PAR GEORGES LE BRUN KERIS ..... 23

### PROBLEMES

*Il faut parler à l'armée* PAR \*\*\* ..... 26

### NOS CHRONIQUES

CINEMA : Gary Cooper : *Dans 10 ou 20 ans, les spectateurs se souviendront*,  
par Alain Curly ..... 29

EXPOSITION : *Edouard Manet à Marseille* ..... 30

### POLEMIQUES ET DIALOGUES

### PROPOS DE NOTRE TEMPS

*Amère jeunesse*, par Etienne Borne ..... 34

### NOTES DE LECTURE

*Les Français d'Algérie* de Pierre Nora, par Jean Aubry ..... 31

*Front populaire 1936* de L. Bodin et J. Touchard, par Louis Grunenwald .... 31

*Une civilisation des loisirs* de Georges Hourdin, par Etienne Borne ..... 32



• *La négociation interrompue.*

**L'**INTERRUPTION de la conférence d'Evian met à l'heure de la vérité la négociation entre la France et le F.L.N. Depuis que le général de Gaulle a pris en charge l'affaire algérienne, l'un des partenaires, et c'est la France, n'a cessé d'avancer à la rencontre d'un adversaire dont il faut bien convenir qu'il est resté immobile dans ses thèses, qu'il n'a cessé d'opposer la rigueur de ses principes à toutes les avances et de dénoncer une manœuvre dans toutes les ouvertures. Tout s'est passé jusqu'ici comme s'il attendait d'être rejoint par la France sans avoir lui-même bougé et comme s'il voyait dans l'intransigeance inlassablement maintenue le bon moyen de forcer à de nouvelles concessions une France traitée jusqu'ici en ennemie inexpiable. La crise devait éclater le jour où les négociateurs français, après avoir fait beaucoup de chemin, s'immobiliseraient à leur tour dans leurs positions et propositions.

Les deux immobilismes, celui qui est immuable pesant comme celui qui est mobilité interrompue, ne manquent pas de justifications parfaitement rationnelles. Le F.L.N. dénonce cette contradiction qui consiste à demander des garanties institutionnelles et un engagement pour l'avenir à une organisation dont on ne veut pas reconnaître par ailleurs qu'elle négocie au nom de la République algérienne de demain. Mais les négociateurs français, armés d'une non moins bonne dialectique, répondent qu'une concession de cette taille reviendrait à abandonner d'ores et déjà l'Algérie au seul F.L.N. et entreprendrait abusivement sur la liberté des Algériens, dont il est admis de part et d'autre qu'ils doivent choisir eux-mêmes leur destin dans une consultation solennelle qui ne doit pas être de comédie. A la logique de l'indépendance qui n'est rien si elle n'est pas reconnue d'avance comme un absolu s'oppose la logique de l'autodétermination qui est apparence si elle devient prédétermination. Ces sortes de raisonnements sont irréfutables et tout se passe comme si chacune des deux délégations entendait administrer à l'autre une leçon de logique formelle et, comme on a dit, cartésienne d'un mot qui est un singulier contre-sens sur Descartes. Les systèmes, parfaitement cohérents, apparaissent toujours là où la vie s'arrête et pour justifier son immobilité. Il serait temps, comme l'a écrit en un très beau langage Hubert Beuve-Méry, qu'un sursaut humain vienne des deux côtés faire éclater ces logiques intraitables. Il est des circonstances où raisonner trop juste c'est être complice des souffrances et de la mort des hommes.

Le moindre geste, par lequel le nationalisme algérien, reconnaîtrait l'incontestable bonne volonté française et, par exemple, un terme mis, sinon aux combats, du moins au terrorisme, serait un moyen de dénouer le nœud et d'empêcher l'interruption de se changer en rupture. Les responsables du F.L.N. ne sentent pas assez qu'ils doivent devenir des hommes nouveaux et que, pour sortir de la guerre et faire la paix, il faut inventer cet autre héroïsme qui change le révolté en architecte. Bien des forces s'opposent à cette sorte de conversion, et d'abord les vents mauvais qui soufflent de l'Est : l'Union Soviétique qui se prépare à éprouver la résistance de l'Occident à ses desseins sur Berlin, a trop évidemment besoin que la guerre algérienne soit toujours chaude au moment où éclatera le conflit entre les deux Allemagnes. Et l'opposition de gauche, en France, qui n'est pas sans

pouvoir sur le F.L.N., est loin de tenir au nationalisme algérien ce langage à la fois humain et politique qu'on félicitait Sirius d'avoir su parler. De ce côté, un anti-gaullisme idéologique et passionnel fait des ravages, car il est entendu que le général de Gaulle ne saurait faire la paix en Algérie puisque le pouvoir personnel qu'il exerce est lié à la continuation de la guerre et à l'incertitude de son résultat. Le durcissement du F.L.N. est un atout maître dans la politique internationale des uns et dans la politique nationale, si l'on peut dire, des autres. Le F.L.N. est-il capable de se libérer d'influences qui vont dans le sens de sa volonté de prestige, de ses ressentiments et de cette mythologie révolutionnaire que secrète comme nécessairement une rébellion tendue vers une victoire jamais assez totale ? Le difficile peut n'être pas l'impossible. Quelques signes montrent que l'Afrique, maghrébiné ou noire, pourrait être conseillère de sagesse et obtenir cette humanisation du F.L.N. qui contrarie évidemment trop d'intérêts russes et trop de passions en France pour être aisé à obtenir. Mais, dans la vie et dans l'histoire concrète, et malgré toutes les logiques, le vrai peut n'être pas vraisemblable. D'où la ténacité de notre espérance.

• *Sur un abus de langage.*

**L**A littérature idéologique a sa langue, abstraite et commode et dont on ne sait jamais si elle vise à dévoiler le réel ou à exercer une action psychologique sur les esprits surpris et intimidés. Telle est par exemple cette expression de néo-colonialisme aujourd'hui fort à la mode et qui servira aussi bien à mettre en cause la présence réelle des armes et de l'idéologie soviétiques dans les nations satellites de l'empire russe qu'à déconsidérer toutes les tentatives de construction communautaire associant en un même destin les peuples libres de la nouvelle Afrique et les nations de la vieille Europe. Si bien que le même mot de néo-colonialisme peut désigner tous les colonialismes, les vrais aussi bien que les faux. Ce qui est fort utile aux amateurs de confusionnisme intellectuel et de régression politique.

Il est pourtant clair qu'un mouvement irréversible a, en Asie et en Afrique, substitué de jeunes souverainetés aux dépendances d'hier. Nous serions donc tentés d'en croire nos yeux si nos docteurs, en sonnait l'alerte au néo-colonialisme, ne venaient s'en prendre aux évidences dont nous étions naïvement dupes, en nous invitant à ne pas désarmer devant les formes insolites, benoîtes et d'autant plus dangereuses que revêt l'ennemi éternel. Le dominateur colonialiste, explique-t-on, a pris des masques nouveaux, mais le visage reste inchangé, car, au fond, et c'est métaphysique ou mythologie plus encore que politique, le diable reste toujours le diable. D'où il est démontré qu'il n'est pas d'aide technique, de rayonnement culturel, de propositions d'association qui ne puisse faire figure de néo-colonialisme. Ce qui est dire que rien de bon ne peut venir de Samarie, que l'Europe en tant que telle est proprement le mystère d'iniquité que la guerre coloniale continue sous d'autres formes et avec d'autres méthodes, sans doute jusqu'à ce qu'une révolution totale à l'échelle de la planète mette enfin les choses en ordre. Si bien que ce langage dont il est si facile d'abuser pourrait bien être l'arme dont se sert un impérialisme qui, lui, n'a rien de neuf, pour coloniser au temporel et au spirituel des peuples traditionnellement ou récemment libres.

# Le droit à la liberté et à la vérité

par Jean TEITGEN.

1789 ! Proclamation des Droits de l'Homme. Parmi ceux qui figurent dans la fameuse Déclaration retenons, parce qu'il est d'une rigoureuse actualité, celui d'écrire librement. Article 11 : « La libre communication des pensées et des opinions est un des droits les plus précieux de l'homme ; tout citoyen peut donc parler, écrire, imprimer librement, sauf à répondre de l'abus de cette liberté dans les cas déterminés par la loi ».

1789 ! Une époque où la générosité des hommes jetait comme un défi à l'absolutisme des Princes leur droit de communiquer leurs pensées.

L'Empire devait évidemment contester leurs revendications. Napoléon estimait que « l'imprimerie était un arsenal qu'il ne fallait mettre qu'à la portée de ceux qui ont la confiance du gouvernement ». Mais, « le mal » était fait. Les hommes savaient désormais que les idées mènent le monde. Leur diffusion ne pouvait plus être seulement verbale. L'imprimerie devait être libre.

Toute l'histoire du XIX<sup>e</sup> siècle est liée à celle de la liberté de la presse et de sa conquête. La Restauration l'admettra beaucoup plus qu'elle ne l'accordera. Cependant, dans le même temps, les Ultras n'éprouvent que répulsion pour cette liberté diabolique comme les autres. L'un d'eux, le Comte de Salaberry, en parlait comme d'un « fléau à redouter, la seule plaie dont Moïse eût oublié de frapper l'Égypte. »

De 1815 à l'avènement de la III<sup>e</sup> République, on assiste ensuite, à une succession d'échecs et de victoires des partisans de la liberté de la presse. La loi « sur les écrits et les cris séditieux », les Ordonnances de 1830, le projet de « loi de justice et d'amour », les amendes, les saisies, les autorisations préalables, autant de revers qui n'empêcheront pas le succès final des héritiers de la Révolution.

Aujourd'hui, les esprits, les hommes, les institutions ont évolué. Aujourd'hui « tout citoyen peut (donc) parler, écrire, imprimer librement ». Voilà le principe. Il est admis. Personne n'ose le contester. Mais que signifie-t-il à une époque où les techniques d'information, par l'écrit, l'image, le son, nous apportent chaque jour la preuve des abus que peut entraîner l'usage d'une liberté ?

Paradoxalement, mais le paradoxe n'est qu'apparent, la liberté de la presse risque aujourd'hui de porter atteinte aux principes fondamentaux de la démocratie.

Le problème s'est posé à toutes les époques. Aucune n'a réussi à le résoudre parfaitement. Le citoyen et le gouvernement demeurent face à face et leur lutte fut souvent implacable.

Le premier invoque son droit de parler, d'écrire et d'imprimer librement. Le second, celui de dénoncer et de sanctionner les abus. Le journaliste et ses lecteurs revendiquent leur droit à l'information que conteste parfois le Pouvoir, au nom de l'intérêt général... facilement confondu avec sa tranquillité.

A vrai dire, c'est à la source qu'il nous faut aujourd'hui remonter pour comprendre le drame qui oppose les gouvernements de tous les régimes, au droit individuel à la liberté.

L'article 11 de la Déclaration des droits de l'homme et du citoyen demeure en la matière la règle d'or des rapports entre les citoyens et l'Etat. Mais il forme un tout. Le droit est proclamé. Il doit être protégé. Mais la sanction judiciaire de l'abus est également admise et garantie. Il s'agit donc d'une double garantie. Et celle de la sanction fournit à celui qui conteste la liberté, comme à celui à qui elle est contestée, l'assurance d'un recours qui ne saurait leur être dénié sans léser gravement la justice.

C'est parce qu'ils ne respectent pas toujours ces principes élémentaires que les gouvernements se voient suspectés de vouloir supprimer « la liberté de la presse ».

Sans doute leur appartient-il aujourd'hui comme hier d'empêcher les abus. Mais la saisie du journal ne suffit pas. Elle entraîne la suspicion des lecteurs non seulement à l'égard du journaliste, mais aussi du pouvoir. Une fois encore, la justice et la vérité n'y trouvent pas leur compte et ne sauraient être satisfaites d'une mesure qui bafoue le droit élémentaire de l'inculpé à se défendre.

La saisie, soit ! Mais suivie de poursuites judiciaires dans le cadre d'une législation garantissant scrupuleusement les libertés fondamentales. Sans elle il n'y a pas et il n'y a jamais eu que fait du Prince, brimade et atteinte grave à la liberté de la presse...

Mais la presse écrite n'est plus aujourd'hui le seul moyen d'informer les citoyens. La radio, la télévision, le son et l'image réunis, bénéficient d'une puissance que seules les dictatures ont exactement mesuré.

Pourtant nous assistons avec le développement de ces nouveaux moyens de diffusion des idées, à un autre aspect, original sans doute, mais du même problème que celui posé par la presse écrite.

Etant donné le monopole dont dispose, en France, l'Etat dans le domaine de la radio et de la télévision, il apparaît que le gouvernement possède en matière d'information les droits les plus exorbitants sans que l'auditeur ou le téléspectateur puisse invoquer ce DROIT A LA VERITE qu'aucune Démocratie, digne de ce nom, n'est en mesure de contester à ses citoyens.

Désormais, tout est possible à un Etat sans scrupule. Le viol des consciences n'est pas une chimère. Il peut devenir la réalité de demain, c'est-à-dire qu'il risque, si gouvernants et gouvernés n'y prennent garde, de conduire, de la façon la plus tragique, c'est-à-dire dans l'inconscience, un peuple à ne plus distinguer la vérité du mensonge, et la vie dangereuse et libre, des confortables conformismes de la pensée collective, c'est-à-dire de l'absence de pensée.

Il appartient aux juristes d'élaborer rapidement la loi qui nous libérera d'une des servitudes les plus pernicieuses et le pouvoir d'une des tentations les plus redoutables.

Le droit à la vérité n'est pas encore inscrit parmi ceux que possède l'homme d'aujourd'hui. Il faut le défendre contre la sottise et le mensonge. Il reste donc à définir et à garantir contre tous ses abus cette nouvelle « liberté de la presse » des temps modernes.

# PARTI COMMUNISTE

## ET

# DÉMOCRATIE FRANÇAISE

*H. BOURBON.* — Qu'il s'agisse d'une crise dramatique ou d'une douloureuse mutation, la démocratie connaît actuellement en France des difficultés telles que nombreux sont ceux qui la mettent en question. Nous n'avons à *France-Forum* ni la prétention ni l'ambition de dessiner l'architecture de la République idéale capable de transformer ceux des Français qui sont aujourd'hui frappés d'apathie politique, en « passionnés » de la démocratie ! Simplement numéro après numéro nous nous attachons à examiner, avec la volonté de bannir tout sectarisme, les problèmes de la France contemporaine et les défis essentiels du monde moderne, espérant favoriser ainsi la réflexion non partisane. Nous nous efforçons de pratiquer la tolérance civique, le respect de l'opinion d'autrui, principes sans lesquels il n'est pas d'existence démocratique. Persuadés qu'une civilisation nouvelle est en train de se chercher, nous avons ici la conviction que la France doit et peut s'y adapter sans céder aux tentations du totalitarisme, de l'absolutisme, de l'autoritarisme, mais en réalisant davantage de démocratie et une meilleure démocratie, exigence qui implique la participation personnelle et responsable du citoyen.

La tragédie algérienne a masqué de multiples problèmes de politique intérieure qui, la guerre finie, ne tarderont pas à revenir au premier plan. Parmi ces problèmes il en est un particulièrement grave : celui de la place du communisme dans la démocratie française ; comme celui de la place de l'armée dans la nation, mais pour des raisons d'un autre ordre, il est inséparable de la crise de la démocratie. Cette crise, certains pensent la résoudre en éliminant radicalement le P. C. de la vie politique française, d'autres en lui déniaient tout rôle constructif et toute efficacité novatrice, d'autres enfin en s'alliant avec lui afin de constituer une grande force progressiste de gauche capable d'annihiler les forces dites réactionnaires. Aussi semble-t-il difficile de discuter de la situation du communisme en France et de la place du Parti Communiste dans notre démocratie sans aborder la question de ce qu'il est convenu d'appeler le Front Populaire. Nous avons réuni plusieurs collabo-

rateurs de *France-Forum* qui ont des vues très différentes, et peut-être opposées sur ce sujet : Jean-Marie Domenach, Jacques Fauvet, Pierre Fougeyrollas, André Jeanson, Etienne Borne. Ils ont eu d'ailleurs l'occasion de s'en expliquer séparément dans la presse. Aujourd'hui ils ont accepté de débattre ensemble de leurs divergences. J'ignore si un accord naîtra de leur discussion mais j'espère au moins que l'examen de leurs argumentations respectives aidera nos lecteurs à mieux éclairer leur propre jugement.

Après une brève description des positions et de l'influence du Parti Communiste français en 1961, nous poserons, si vous le voulez bien, l'interrogation, à mon sens, fondamentale : quelle place convient-il de reconnaître ou de contester dans une démocratie française moderne au communisme qui s'incarne dans un parti important qui n'est pas un parti comme les autres. Et conclusion logique, nous terminerons en traitant des risques ou des chances d'un Front Populaire nouvelle formule.

### *Force et faiblesse du communisme en France*

*P. FOUGEYROLLAS.* — Le problème qui nous est posé est celui de savoir quelle est la situation actuelle du Parti Communiste en France. On peut essayer de cerner cette question à trois niveaux. Le premier est celui de l'électorat communiste, le second est celui de la masse des militants du Parti Communiste, et le troisième est celui de son appareil et plus spécialement de sa direction. En ce qui concerne l'électorat communiste il est sans doute utile de rappeler qu'il est resté relativement stable et même extrêmement stable par rapport à d'autres électors français. Il n'en est pas moins vrai que le vote communiste me paraît avoir revêtu, au cours des années qui ont suivi la Libération, une signification positive, une signification d'espérance et qu'aujourd'hui ce même vote communiste me semble surtout revêtir une signification négative, autrement dit, il est surtout l'ex-

pression d'un certain nombre de mécontentements. Il me semble par conséquent que sans être proprement affaibli quant à ses effectifs, l'électorat communiste est profondément affaibli dans sa dynamique propre.

Quant aux militants ils sont moins nombreux qu'il y a une dizaine d'années, et surtout leur activité est beaucoup moins grande. Or c'est Lénine lui-même qui a dit que pour juger de l'importance d'un parti politique il fallait l'apprécier à partir des actions qu'il est capable d'entreprendre et non à partir de ses effectifs. Il me semble que la combativité de l'ensemble des militants communistes a considérablement baissé. Lorsqu'elle garde une certaine importance, à travers, par exemple, la C.G.T., c'est dans la liaison avec les autres syndicats. Mais lorsqu'elle est réduite à elle-même, cette combativité reste faible et si l'on prend les crises par lesquelles la France est passée, lors de l'affaire des Barricades, par exemple ou lors de l'affaire du Putsch d'Alger, on s'aperçoit que les communistes ont été très loin d'être ce qu'ils avaient été autrefois, c'est-à-dire en pointe pour un certain nombre d'initiatives. Enfin en ce qui concerne l'appareil, c'est là qu'il faut faire allusion à la récente affaire qui a opposé à cet appareil, dominé plus que jamais par Thorez, des hommes comme Servin, Casanova, Kriegel Valrimont et Pronteau. D'un côté il y avait un certain nombre d'opposants ou de semi-opposants qui avaient envisagé l'adaptation de la tactique communiste en France aux nouveaux besoins des milieux d'ouvriers, aux nouvelles exigences issues de la modernisation. D'un autre côté il y avait Thorez qui a tranché, appuyé d'ailleurs par les maîtres du Communisme International, en faveur d'une exploitation des contradictions françaises, contre une politique d'adaptation du salariat aux nouvelles exigences et aux transformations de ses conditions de vie. Dans ces conditions, son appareil a condamné le parti communiste à rester une force capable d'opérer, dans le cadre de situations internationales tragiques, pour ne pas dire apocalyptiques, mais s'interdisant dans le contexte de la modernisation et de la paix, de pouvoir effectivement participer à une expérience positive et *a fortiori* à une expérience de gouvernement. C'est pourquoi, il me semble que le parti communiste est au fond, malgré les forces qu'il a conservées, plus replié sur lui-même et plus profondément isolé du reste du pays qu'il ne l'a jamais été. Aussi je ne pense pas qu'on puisse compter sur lui pour participer à une entreprise de modernisation sociale ou de rénovation démocratique dans le pays.

J. FAUVET. — Je ne suis pas en désaccord sur l'énoncé des quatre points ; ce sont des évidences. Mais je le suis beaucoup plus sur l'éclairage, si je puis dire, donné à ces quatre points.

Le premier : naguère, direz-vous, le sens du vote communiste était l'espérance ; aujourd'hui c'est le désespoir. Mais à partir de quand l'espérance est-elle devenue désespoir ? Est-ce en 1951 ? Est-ce en 1956 ? J'ai l'im-

Jean-Marie

Domenach

Jacques

Fauvet

Pierre

Fougeyrollas

André

Jeanson

Étienne

Borne

pression, moi, que le contenu psychologique et politique du vote communiste n'a guère changé ; il se charge tantôt d'espérance, tantôt de désespérance. En vérité, l'attitude de l'électorat communiste est sensiblement la même d'une élection à l'autre.

Le second point, c'est le déclin du nombre des militants dont on paraît se satisfaire. En tant que non-communiste, je m'en réjouis, en tant que partisan d'une démocratie solidement établie sur de grands partis, je le déplore.

Le troisième point : la combativité faible du parti communiste quand il est isolé. C'est vrai, mais la réciproque n'est pas moins exacte et les autres forces politiques ou syndicales de gauche ou même du centre sont également faibles lorsqu'elles ne convergent pas d'une manière ou d'une autre avec l'action de l'extrême gauche ; le parti communiste seul ne peut rien ; les autres seuls peuvent moins encore.

Enfin, quatrième point : j'avoue ne pas voir encore très bien la nature fondamentale du conflit qui a opposé la minorité à la direction du parti. On nous dit qu'il porte sur l'adaptation du salariat. Mais dans quelle mesure le salariat est-il en train de s'adapter ? Je suis sceptique. Bourbon disait que la guerre d'Algérie nous masque un certain nombre de problèmes, dont celui du parti communiste, je me demande si le régime gaulliste n'est pas en train de nous masquer un certain nombre d'autres problèmes. On nous berce, on nous berne avec des notions comme la personnalisation du pouvoir ou l'adaptation du salariat, je voudrais savoir exactement ce qu'elles contiennent, surtout ce qu'il en restera demain, après l'actuel régime, une fois dissipés les mythes de l'association capital-travail dont on ne voit pas le commencement du commencement.

*J.-M. DOMENACH.* — Juste un mot pour aller encore plus fortement contre ce qu'a dit Fougeyrollas. Je suis bien plutôt frappé par la force du Parti Communiste que par sa faiblesse car tous les autres partis ont décliné ou bien restent extrêmement faibles alors que lui, malgré des coups de boutoir épouvantables, malgré la crise de Budapest, a réussi à conserver ses positions. Ceci m'est apparu au cours de ces fameuses journées, de cette fameuse nuit que nous avons vécues il y a deux mois : la force qu'a gardée le Parti Communiste et celle qu'il aurait pu avoir si nous étions entrés dans une période de guerre civile. Le régime que nous subissons décape notre système politique et laisse apparaître, derrière les rideaux, les forces véritables ; autrement dit les partis ne sont plus grand-chose ; il subsiste cependant ce parti-là, qui est davantage une religion qu'un parti. En tout cas les hommes qui cherchent patiemment, courageusement depuis des années à constituer des groupements ou des cartels de gauche, le sentent bien. Sans le parti communiste, ils sont à peu près impuissants ; avec le parti communiste, ils sont aussi impuissants car

ils font peur et ils se font peur ; c'est pourquoi, tant en ce qui concerne la vie nationale qu'en ce qui concerne la gauche elle-même, je crois que le parti communiste garde une puissance considérable et hors de proportion avec ce qu'elle devrait être.

*E. BORNE.* — Je voudrais me donner la facilité d'aller dans le sens de la majorité en constatant que dans les milieux intellectuels, le monde étudiant et universitaire plus particulièrement, l'existence du parti communiste est incontestable. Et il faut exister puissamment pour susciter autour de soi et parfois chez les mêmes à la fois répulsion et attraction. L'éternelle question qui donne le vertige à toute une gauche : l'action avec le Parti ne serait-elle pas à la fois nécessaire et impossible ? cette question, dis-je, est plus que jamais un débat ouvert, permanent. Toutes les contestations idéologiques dont ont été l'objet les doctrines et les tactiques du Parti ne suppriment pas le débat, elles l'entretiennent et le nourrissent. C'est du bois sec qui fait monter la flamme. D'un mot, le communisme ne laisse pas indifférent et il fait terriblement sérieux. Ce sont signes de puissance.

*P. FOUGEYROLLAS.* — Après toutes les contestations qui viennent d'être infligées à mon point de vue, je voudrais dire que je n'ai jamais prétendu que le Parti Communiste était devenu dérisoire quant à son influence en France. Je crois, en effet, qu'il reste encore important, massif et qu'il a une zone d'influence réelle. Mais ce qui est important c'est de savoir si cette influence du Parti Communiste est en passe d'augmenter ou si elle est en train de diminuer ; c'est le devenir du communisme en France qui me paraît le plus intéressant dans cette affaire.

*J.-M. DOMENACH.* — Or elle diminue moins que les autres forces de la vie politique.

*P. FOUGEYROLLAS.* — Le problème est de savoir de quel critère nous allons nous servir. Je voudrais reprendre, contre Fauvet, la distinction que j'ai faite tout à l'heure entre le sens positif, c'est-à-dire d'espérance, du vote communiste aux environs de 1947-1948 et le sens de plus en plus négatif, c'est-à-dire d'expression du mécontentement, de ce vote aujourd'hui. Je crois que le communisme en France, de la Résistance, qui a commencé pour lui en 1941, jusqu'aux environs de 1947-1948 a été une sorte de mouvement d'ascension, de mouvement qui se voulait une marche vers la création d'une société socialiste. Et je crois qu'à ce moment-là ceux qui votaient communiste pensaient que le communisme exercerait un jour des fonctions de gouvernement, ferait un jour une expérience politique positive en France. Je crois qu'aujourd'hui ceux qui votent communiste croient de moins en moins que le communisme puisse prendre le

pouvoir en France et puisse même participer à une expérience de Gouvernement. Leur manière de voter communiste tient finalement dans le refus d'un certain nombre de choses qu'ils n'acceptent pas dans le monde actuel. Je crois qu'on a voté communiste pour essayer quelque chose d'analogue à l'expérience soviétique jusqu'aux environs 1947-1948 et qu'au cours de la guerre froide et sous l'influence d'événements comme les procès dans les démocraties populaires et comme la révolution hongroise de plus en plus le vote communiste a pris une signification négative.

*J. FAUVET.* — Sans faire du paradoxe, on peut dire qu'il en est autant de toutes les autres forces politiques ; que cette espérance qui était née à la Libération avait certes animé le Parti Communiste, mais aussi le Parti Socialiste et le M.R.P. ; que nous sommes vite passés de la « Révolution » à la « Restauration ». Tout le monde s'est endormi, quelques-uns ont fait du réformisme et le plus grand nombre, du conservatisme. Ce mal est plus grave pour le parti communiste que pour les autres et moi je m'en félicite mais, c'est un mal général et là encore je déplore, en tant que partisan d'une démocratie dite partitaire, le déclin en tant que parti du parti communiste, le déclin relatif, je déplore également cette espèce de désespérance qui peut effectivement animer les communistes comme d'ailleurs il anime à peu près tous ceux qui s'occupent de politique depuis un certain nombre d'années. J'ajouterai d'ailleurs qu'historiquement je ne crois pas que votre date soit exacte parce que 1947-1948, c'était l'époque des grandes grèves. Étaient-elles des grèves de protestation, de mécontentement ou de conquêtes du pouvoir ?

*P. FOUGEYROLLAS.* — Les grandes grèves de 1947-1948 et la grève de mineurs qui a encore eu lieu pendant plusieurs semaines en 1948 me paraissent être les dernières tentatives, les dernières poussées de caractère pré-insurrectionnel du communisme en France. On peut d'ailleurs se demander si ce n'est pas la fin des comportements ouvriers issus du XIX<sup>e</sup> siècle car dans la décennie qui a suivi, c'est-à-dire entre 1950 et maintenant nous avons connu, en France précisément, ces profondes transformations techniques économiques et sociales dont je parlais tout à l'heure en disant qu'il y avait eu une adaptation salariale. Le communisme est né entre les deux guerres mondiales à partir d'un certain complexe de frustration qui définissait le prolétaire. Aujourd'hui le prolétaire devenant de plus en plus un salarié au sens moderne du mot et un salarié de plus en plus intégré à la civilisation qui l'environne, le communisme perd son sens premier pour devenir une certaine forme de protestation. D'autre part quand Domenach me dit : « le parti communiste reste extrêmement fort », je lui réponds qu'au cours des trois crises de 1958, de 1960 et de 1961, eu égard à ses effectifs, le parti communiste a été beaucoup moins efficace et a mobilisé beaucoup moins les

masses que les syndicats comme tels, voire même des organismes privés, qui se sont spontanément créés à ce moment-là, ont pu le faire. Il me semble qu'il a fait preuve d'une extrême lourdeur dans ses procédés d'action ; il est resté très fidèle à des moyens d'agitation qui correspondent aujourd'hui assez mal aux exigences des situations nouvelles.

*J.-M. DOMENACH.* — Je crois que nous ne devons pas mêler ici les électeurs et l'appareil dirigeant. En ce qui concerne les électeurs je ne suis pas d'accord avec toi : tu es trop philosophe pour ignorer que toute négation contient une affirmation, toute révolte un espoir et que le mouvement ouvrier a connu beaucoup de ces désespérances qui étaient suivies de retours en force. Je pense que l'électorat communiste, avec des hauts et des bas, continue à représenter un certain espoir de type, je le répète, religieux. Là où je te rejoindrai, par contre, c'est en ce qui concerne l'appareil car je pense que la grande signification du récent congrès sur lequel Fauvet s'interrogeait, est celle-ci : une partie des dirigeants continue de vivre la Révolution comme un espoir, comme une tâche spécifiquement française, l'autre partie a les yeux fixés sur les grandes réalisations du bloc soviétique et, comme me le disait un intellectuel communiste, ceux qui ont triomphé ce sont ceux qui croient que le bloc communiste mondial a déjà gagné, et pour lesquels, par conséquent, tout ce qui arrive en France ne sera jamais que péripéties. Voilà le point où l'appareil me semble en effet avoir capitulé, et ceci est grave de conséquences pour l'avenir.

*P. FOUGEYROLLAS.* — Autrement dit, les communistes avaient été capables pendant la période de la Résistance de s'implanter nationalement et c'est pourquoi ils nous apparaissent à cette époque jusqu'à un certain point positifs. Dans la mesure où ils en sont réduits à penser uniquement en termes de stratégie internationale, ils deviennent sur le plan de notre propre devenir national en grande partie négatifs.

*A. JEANSON.* — Je connais l'action du P.C. surtout à travers la C.G.T. qui n'est pas, je pense, en la matière, un miroir déformant. Il me semble que le P.C. représente encore une force considérable, non par sa pensée, qui s'enferme dans un conservatisme rigoureux, mais surtout par son appareil et les méthodes d'action qui ont été inculquées à cet appareil. Appareil et méthodes que Thorez refuse d'adapter aux nouveaux besoins, aux transformations de la mentalité des travailleurs. Appareil et méthodes cependant qui continuent à être efficaces, d'autant plus que les travailleurs n'ont pas, dans l'ensemble, une pleine conscience de leur propre évolution. Mais pour moi cette inadaptation, ce déphasage du P.C. est un fait qui, tôt ou tard, surtout si une action intelligente des non-communistes se déploie, aura des conséquences considérables.

## La place des communistes dans la France actuelle

**H. BOURBON.** — Nous pourrions peut-être maintenant passer au deuxième point du débat si vous en êtes d'accord : la participation du parti communiste à la construction d'une démocratie moderne est-elle possible, utile ou dangereuse ?

**J.-M. DOMENACH.** — Il m'est très difficile personnellement de parler du communisme de l'extérieur comme le ferait un spécialiste de science politique parce que je continue de me sentir lié d'une certaine manière à ces espoirs ou à ces désespoirs qui animent ceux qui votent communiste. Il y a une solidarité profonde, solidarité morale et solidarité politique entre les communistes et les autres, même s'ils sont anticommunistes. Je ne crois pas qu'il soit juste de dissocier l'étude du communisme de l'étude des autres forces et de notre propre analyse. Comme le disait magnifiquement Mounier, le communisme c'est la physique de notre faute. Comme chrétien je pense qu'il représente, en les inversant, des valeurs et des forces que nous avons plus ou moins abandonnées. Et au plan politique je pense de même que la force du communisme, cette force relative mais certaine, tient finalement à la faiblesse des grands partis qui se disent ou qui se veulent démocratiques. On ne peut pas, à mon avis, expliquer le parti communiste en dehors de la grande démission de l'Europe, en dehors de la grande trahison des hommes d'ordre, de pensée, de religion que nous avons connue à l'époque du nazisme, du fascisme, de l'occupation, on ne peut pas l'expliquer en dehors de ce grand vent d'espoir qui a surgi de nos souffrances.

Alors, soyons sincères. Moi je suis tout prêt à dire que nous n'avons plus rien à faire avec le parti communiste, qu'il doit être remplacé par autre chose, qu'il embarrasse notre route vers la démocratie à condition qu'existent dans notre pays des hommes, des forces qui jouent véritablement le jeu de la démocratie. Dans la mesure où nous faisons de l'anticommunisme abstrait, nous servons dialectiquement le communisme, car nous renforçons un anticommunisme qui a été depuis des années le prétexte pour éviter de transformer ce pays, le prétexte pour renoncer à toutes réformes profondes. Tant que nous resterons dans cette situation qui caractérise la France depuis une trentaine d'années, je le dirai carrément, tout ce qui affaiblit le parti communiste affaiblit les forces profondes, les forces morales sur lesquelles vit la démocratie française car une démocratie vit en profondeur du dévouement, du sacrifice d'un certain nombre d'hommes qui croient à une cause et qui ne renoncent pas à l'action politique à cause des bienfaits que leur rapporte notre société de consommation. Je trouve chez les communistes, comme d'ailleurs chez d'autres militants et des chrétiens en particulier, cet immense potentiel de dévouement sans

lequel il n'est pas possible de CONSTRUIRE un véritable Etat qui tienne.

Ceci étant dit, cette réserve extraordinaire de sacrifice et de dévouement d'ailleurs, je le sais bien, accompagnée par du fanatisme et du sectarisme, n'a plus son emploi dans notre politique française actuellement. Je pensais, il y a dix ou douze ans, que l'on pouvait faire une démocratie moderne avec le parti communiste. Depuis il s'est passé essentiellement ceci : que le neutralisme a été refusé par anticommunisme (et aujourd'hui que Sékou Touré ou Fidel Castro prennent cette voie et la prennent contre nous, on voit mieux quel tort nous avons eu de la repousser). La France s'est engagée dans le monde occidental et engagée pas seulement stratégiquement : dans une civilisation, dans un complexe économique où, de fait, le parti communiste joue le rôle que Fougeyrollas signalait tout à l'heure, c'est-à-dire un rôle d'obstruction qui l'amène à défendre la petite boucherie, les paysans retardés. Ce parti révolutionnaire finalement bloque la transformation en France. Voilà pourquoi, et c'est mon second point, une démocratie moderne française ne pourra exister que si le parti communiste, dans les 5 ou 10 ans qui viennent, se résorbe, libère le potentiel d'énergie révolutionnaire qu'il contient au profit de nouvelles forces. Mais, je le répète, à condition que ces forces se constituent, que les hommes qui les dirigent cessent de jouer hypocritement l'anticommunisme, la défense de l'ordre établi pour nous ramener toujours dans les mêmes situations. Si nous devons continuer à vivre dans le régime que nous connaissons, c'est-à-dire tous les ans, tous les six mois nous demander si nous serons les victimes d'une conspiration de couloir ou d'un putsch militaire, alors moi je reste au coude à coude avec les communistes car on ne défendra pas l'essentiel de la démocratie française sans eux ; mais si d'autres, en assez grand nombre, sont prêts à construire dans ce pays une démocratie moderne, alors moi je suis tout prêt à faire ce qu'il faut avec les autres pour que l'on constitue une force politique autonome qui n'ait plus besoin de mendier l'appui des communistes qui se paye très cher.

Si le parti communiste conserve la force qu'il a dans ce pays et la conserve par notre faute, par notre impuissance politique, la situation de la démocratie française deviendra intenable car le monde occidental est entré dans une concurrence impitoyable avec le monde soviétique ; par la force des choses, le parti communiste se présente comme corps étranger dans une société qui a pris une autre direction et un autre essor et l'on sera amené à se poser le problème de sa résorption, il n'y aura que deux solutions, ou bien celle qu'a envisagée le général Challe et qui ramènerait la France à un fascisme ou bien celle que nous pouvons envisager qui est de construire une démocratie moderne.

**E. BORNE.** — Je reprendrai volontiers ce qu'a dit Domenach : la puissance de dévouement et de foi qui

se remarque chez le militant communiste est souvent admirable et elle pourrait être exemplaire pour les tièdes et les découragés qui se croient engagés parce qu'ils ont une opinion politique d'ailleurs bien nuancée, réticente et sans cesse critiquée. Car ce qui me paraît extrêmement grave dans la France d'aujourd'hui, ceux qui se donnent et qui croient à quelque chose ne sont pas des démocrates. Le communisme pratique des tolérances tactiques, épisodiques mais son intolérance de fond ne fait question pour personne. Les activistes de l'armée, une droite nationaliste réinventent un nouveau fascisme qui contredit violemment l'idée démocratique — mais de ce côté aussi il y a des gens capables de se faire tuer pour ce à quoi ils croient. Et l'analyse que Domenach faisait de l'engagement total du communiste peut être littéralement transposée d'un extrême à l'autre. Faire cette constatation, ce n'est pas chercher une symétrie factice, c'est simplement regarder ce qui est. Tout se passe comme si une conviction politique était d'autant plus forte et d'autant mieux génératrice de sacrifice qu'elle est moins démocratique. Des deux côtés, il y a des générosités égarées et gaspillées. Si elles étaient irrécupérables pour un civisme démocratique, on pourrait être très pessimiste pour l'avenir de la liberté et des libertés. Il faut donc les récupérer. Comment ? C'est une autre question à laquelle je ne vois pas de réponse honnête, au moins dans l'immédiat.

Autre chose maintenant sur le fond du problème. L'essentiel du communisme n'est pas une exigence de justice sociale, ou plutôt ce propos visible n'est qu'un moment ou un moyen d'une intention plus fondamentale. Abolir la condition prolétarienne, certes, mais pour faire du travailleur un bon citoyen complètement intégré à une société rationnelle. Le marxisme tel qu'en lui-même le change son histoire concrète est une technique de construction d'un Etat enfin incontestable, une méthode pour édifier une société rassemblée et unanime. Or, résoudre définitivement le problème politique et savoir qu'on le résout, c'est professer et pratiquer un absolutisme politique. C'est dire que plus il est vécu par les hommes et à mesure qu'il devient une force historique plus puissante, plus le marxisme revient à ses sources et à sa vérité qui sont hégéliennes.

Il y a donc entre idéologie communiste et idéal démocratique une incompatibilité de fond. Et si tel anti-communisme de défense bourgeoise est bas et haïssable — et je suis disposé pour le condamner à rivaliser avec Domenach d'épithètes noires et polémiques — je défendrai volontiers des thèses philosophiques et politiques de résistance au marxisme et au communisme. Dire non à une négation de la démocratie, c'est pratiquer une vraie et une bonne dialectique, authentiquement positive, et être comme on dit si mal « un démocrate conséquent ».

J. FAUVET. — Au point où en arrive notre débat, j'ai l'impression d'être 10 ou 12 ans en arrière. Car ré-

sorber ou récupérer les forces sociales qui sont au sein du parti communiste et les forces nationales qui sont au sein de l'extrémisme de droite, c'est un problème qui s'est posé dans les années 49-50. C'était le fameux problème de la troisième force et il est beaucoup plus difficile encore aujourd'hui car, contrairement aux espérances de Fougeyrollas, je ne pense pas que la résorption du parti communiste soit plus facile tandis que la récupération des forces nationales de l'extrémisme de droite est beaucoup plus difficile car il a trouvé une organisation politico-militaire, un corps de pensée qui est tout de même assez vigoureux, des supports de presse qui n'existaient pas il y a 10 ou 12 ans. Par conséquent, cette troisième voie qu'il nous reste à définir, à la fois idéologiquement et organiquement, nous l'avons manquée : nous avons vu qu'elle était sans issue, en tout cas qu'elle débouchait finalement sur le conservatisme politique de tous les partis, du pouvoir comme de l'opposition. Le problème qui se pose aujourd'hui est un vieux problème. Peut-on lui donner une neuve solution ?

A. JEANSON. — Je suis d'accord avec Fauvet pour dire qu'en cas de conspiration de droite, de putsch militaire, voire d'évolution marquée du régime vers la dictature, le coude à coude avec les communistes s'impose. Encore que des précautions importantes soient indispensables dans la préparation comme dans la conduite de l'action, à la fois pour éviter de donner à l'adversaire à abattre des raisons d'exploiter l'anticommunisme assez généralement répandu dans les classes moyennes et payannes, et pour contrôler l'action autant que faire se peut. C'est ainsi par exemple, sur ce dernier point, qu'au cours de la crise d'avril, au moment où s'est posé le problème de distribuer des armes aux forces populaires, nous avons à la C.F.T.C. immédiatement donné la consigne à nos militants de s'opposer à la constitution de « comités antifascistes » soi-disant émanations de la base, et de veiller à ce que les milices d'usines à mettre sur pied soient sous la seule et directe autorité des responsables syndicaux.

D'autre part, s'il s'agit non plus d'un combat défensif, mais d'une action offensive et constructive pour bâtir une démocratie moderne, le PC représente une force négative dont la collaboration rend plus qu'aléatoire le succès de nos efforts.

Le problème est un problème de calendrier. Si à court terme, les événements nous mettaient brusquement en face de la nécessité de construire des institutions démocratiques nouvelles, les forces politiques de la gauche non communiste, dans leur situation actuelle de division, d'absence de « punch » dans leur pensée comme dans leur action, sans structures solides et sans prise sur l'opinion, seraient hors d'état de gagner la partie. Alors, ou bien elles se résigneraient à livrer un combat perdu d'avance, ou bien elles se tourneraient vers les communistes, mais, dans ce cas, compte tenu de l'équilibre des forces dans ce qui serait un Front Populaire nouveau

style, il est bien probable que la victoire ne serait pas celle de la gauche non communiste.

Si nous avons la chance que le court terme ait la gentillesse de ne pas nous poser un aussi redoutable dilemme, pouvons-nous pour le moyen et long terme transformer les données du problème ? Telle est la question fondamentale qui est aujourd'hui posée aux démocrates et au pays.

**P. FOUGEYROLLAS.** — Tout à l'heure, Domenach a déclaré que la force du communisme venait notamment du fait qu'un certain nombre de valeurs, dont les catholiques étaient porteurs, n'avaient pas été suffisamment honorées par les sociétés dans lesquelles nous vivons. Cela me paraît en partie juste, mais je crois aussi que si les catholiques, ou du moins certains catholiques, se sentent coupables, responsables en face du succès ou en face de l'importance relative du communisme, cela tient peut-être à autre chose. En effet, le communisme est fort en Europe Occidentale, dans deux pays, la France et l'Italie, où il se trouve que l'Eglise catholique a toujours été extrêmement importante alors que dans les pays anglo-saxons, à majorité protestante comme chacun le sait, il n'a pas eu et n'a pas la même influence. Pour ma part, je ne me sens pas responsable de cette situation. Je ne conteste pas que les militants communistes aient une grande bonne volonté, une grande générosité, beaucoup d'allant dans l'action, mais ce qui m'intéresse, c'est de savoir finalement quelle est la conception du monde dont ces militants sont les soutiens et les porteurs. Or cette conception me paraît pouvoir être définie sans équivoque par le terme de *totalitarisme*. Que des hommes, pendant un temps, aient pu servir le communisme en croyant abusivement que sa cause était celle de la liberté, cela peut se comprendre. Mais à partir du moment où le communisme leur apparaît comme totalitaire, je ne vois plus ce que des démocrates pourraient avoir de commun avec lui.

**J. FAUVET.** — Moi j'avoue ne pas comprendre comment un communiste ait pu jamais penser que le communisme ait cessé à un moment quelconque d'être totalitaire. A quel moment de son histoire internationale ou nationale a-t-il pu apparaître, en dehors du combat commun de la résistance, comme porteur de liberté ?

**P. FOUGEYROLLAS.** — L'idée fondamentale de Marx, c'est d'aboutir à la libération totale et de la société et de l'homme, et les communistes qui vivent de l'intérieur ne se sentent pas et ne se pensent pas totalitaires. Ce qu'il faut comprendre, c'est l'extraordinaire mésaventure historique qui a conduit en quelque cent ans le projet de libération intégrale de l'homme tel que Marx l'a défini, à la réalisation d'un Etat totalitaire

et à cette espèce de retour à un hégélianisme étatique dont parlait Etienne Borne tout à l'heure. Les militants communistes ne pensent pas comme militants totalitaires, c'est pourquoi leur aliénation leur est bien entendu inconnue. Mais une fois que cette aliénation est, de l'extérieur, connue, je ne vois pas qu'il puisse y avoir la moindre collaboration possible avec le communisme comme tel. Quant à sa résorption, elle me paraît souhaitable, mais je ne crois pas qu'elle se réalise de sitôt. Tant qu'il existera un Etat soviétique, tant qu'il existera des Etats dont l'idéologie sera le marxisme-léninisme, il me semble qu'il y aura en France et en Italie, une certaine ombre portée de la politique de ces Etats qui se traduira par l'existence de partis communistes. C'est pourquoi il me semble qu'il est beaucoup plus utile de rechercher en dehors de la sphère d'influence du parti communiste les moyens de réaliser la démocratie, quitte à recevoir des ralliements venus de cette sphère du communisme lors des crises par lesquelles elle passera, que de se préoccuper d'agir d'abord sur cette sphère pour construire ensuite et en collaboration avec elle, la démocratie.

### Comment défendre la démocratie ?

**J.-M. DOMENACH.** — Fougeyrollas se demandait comment un démocrate pouvait aujourd'hui avoir quelque chose de commun avec les communistes ; mais ce n'est pas du tout une question intellectuelle, c'est une question pratique. J'ai beau avoir lu les œuvres complètes de Koestler et m'être documenté sur la révolution de Budapest, lorsque les parachutistes menacent, c'est avec les communistes que je me retrouve dans mon quartier, et cette situation n'est pas seulement la mienne, c'est celle de tous ceux qui sont engagés dans des batailles difficiles, c'est celle de la plupart des prolétaires de la banlieue parisienne qui, s'il y a quelque chose à faire, se trouvent avec les communistes. Je suis tout prêt à regretter cette situation, mais je la constate.

**P. FOUGEYROLLAS.** — Je crois que là il faut distinguer deux cas. Si la France traverse à nouveau une crise comme celle du 22 avril, si le régime démocratique est menacé par un coup de force de l'extrême-droite, qu'à ce moment-là une alliance de fait, négative et défensive, contre la menace de l'extrême-droite se réalise avec les communistes, je le conçois. Mais ce que je ne conçois pas et ce que je me refuse pour ma part à envisager comme politiquement acceptable, c'est une alliance positive avec eux pour édifier la démocratie. Je suis prêt à me défendre contre un putsch d'extrême-droite avec les communistes, si c'est nécessaire, mais je ne suis pas prêt à construire la démocratie avec les communistes parce que je crois d'abord que cela n'est

pas possible étant donné que ce n'est pas ce que veulent les communistes.

*J. FAUVET.* — Je me refuse à envisager l'avenir tant nous avons tendance à y projeter nos analyses ou nos impressions du moment et je préfère invoquer le passé. Vous dites qu'on ne peut pas construire la démocratie avec le parti communiste. J'entends bien ; mais la démocratie sociale ? Est-il un moment de notre histoire depuis 30 ans où des réformes sociales qui ont tout de même fait progresser la démocratie ont été réalisées sans la participation du parti communiste ? En 36 - 46 - 56, on a accepté positivement et on a recherché chaque fois le soutien du parti communiste électoralement, parlementairement, et même socialement lorsqu'il a fallu, aussitôt après la Libération, faire comprendre aux ouvriers de ce pays que le moment était venu non de revendiquer, mais de travailler. Dans la mesure où l'on estime que ces réformes ont introduit non seulement un peu de justice sociale, mais encore un peu de démocratie sociale, cela ne s'est pas fait sans le parti communiste.

*P. FOUGEYROLLAS.* — Je crois très précisément qu'il faut distinguer ce passé du présent et de l'avenir.

*J. FAUVET.* — C'est tout le cœur de notre discussion.

*P. FOUGEYROLLAS.* — Je ne conteste pas que les communistes aient collaboré à des œuvres de démocratisation et de modernisation dans le pays, qu'il y ait eu une participation communiste à l'édification d'une certaine démocratie sociale, en 1936 ou dans les années qui ont suivi la Libération. Mais l'analyse de la situation actuelle du communisme, l'analyse des derniers travaux du congrès communiste de Saint-Denis montrent que, entre la participation à la modernisation et l'exploitation des contradictions sociales existant dans le pays, l'appareil communiste a choisi l'exploitation des contradictions sociales ; je crois qu'actuellement le parti communiste est de plus en plus devenu une sorte de poujadisme dont on n'ose même pas dire qu'il est de gauche ; c'est plutôt un poujadisme lié à un Etat étranger et à son influence sur le plan mondial et je ne crois pas du tout qu'actuellement le parti communiste soit un instrument apte à participer à une œuvre d'édification de la démocratie sociale. Mais au fond, là se trouve posé, me semble-t-il, un problème capital qui est celui qu'on appelle parfois le problème d'un nouveau Front populaire. Il y a un certain nombre de gens à gauche, qui, se souvenant du passé, se souvenant de 1936, disent : pourquoi ne ferions-nous pas un nouveau Front populaire pour élargir et approfondir la démocratie sociale, pour renforcer la démocratie politique ? A mon sens, il y a deux raisons majeures qui s'opposent à la réalisation de ce nouveau Front popu-

laire envisagé par certains. D'une part, les communistes ne sont plus, ni qualitativement, ni quantitativement, ce qu'ils étaient en 1936. En 1936, ils pouvaient constituer, à certains égards, l'aile marchante du Front populaire : ils étaient loin d'être le parti dominant, tant sur le plan parlementaire que sur le plan des masses. La S.F.I.O. était, à ce moment-là, plus forte qu'eux. Actuellement, la réalisation d'un Front populaire risquerait de donner aux dirigeants communistes, à l'appareil communiste des moyens de pousser la France vers une solution qui serait radicalement défavorable au maintien de nos libertés.

*J.-M. DOMENACH.* — Tu te contredis puisque tu nous a dit tout à l'heure que la force du parti communiste avait énormément décliné.

### *Pour ou contre un nouveau Front Populaire*

*P. FOUGEYROLLAS.* — Oui, elle a décliné par rapport à 1945, mais dans la mesure où on créerait un nouveau Front populaire, on permettrait à l'appareil communiste d'user d'un certain nombre de leviers de commande, on lui remettrait un certain nombre de positions dans l'Etat et, même s'il n'est pas très fort dans les masses, cela lui permettrait de progresser comme cela s'est fait dans divers pays de l'Est européen, vers une solution dictatoriale. En Pologne, le parti communiste n'a jamais eu la majorité des masses, il n'empêche qu'actuellement, par la grâce de l'U.R.S.S., il y détient le pouvoir. Et la deuxième raison qui me paraît s'opposer au Front populaire c'est que, en 1936, les procès de Moscou venaient tout juste de commencer, le communisme était loin d'être ce qu'il est aujourd'hui, son caractère totalitaire s'était beaucoup moins accusé et révélé qu'il ne s'est accusé et révélé entre 1936 et maintenant.

*J. FAUVET.* — Actuellement, on nous explique et notamment la minorité communiste, que le caractère totalitaire du communisme international s'est affaibli, on reproche donc à la direction thorezienne de ne pas tenir compte des conclusions du 20<sup>e</sup> congrès qui devraient conduire sinon, dit-on, à une évolution lente et continue, d'abord des structures économiques, et même des structures mentales du communisme. Mais il faudrait savoir, pour reprendre un mot de de Gaulle, si « l'université tuera vraiment le parti communiste en U.R.S.S. ».

*P. FOUGEYROLLAS.* — Non. Je crois que nous ne parlons pas de la même chose. En ce qui concerne le parti communiste français, ce sont bien les totalitaires,

en l'occurrence Thorez et ses amis, qui l'emportent sur l'opposition.

*J. FAUVET.* — Ceux-là sont de grands bourgeois.

*P. FOUGEYROLLAS.* — C'est possible, mais c'est eux qui ont les responsabilités de la stratégie et de la tactique communiste en France. Alors, la deuxième raison que je voulais évoquer est la suivante : c'est que, pour que le Front populaire ait un sens, il faudrait que les divers participants d'un tel rassemblement veuillent la même chose, à savoir, à mon avis, la modernisation démocratique des structures fondamentales du pays. Or, s'il existe un certain nombre de gens à gauche et au centre pour vouloir cette modernisation démocratique, le parti communiste lui ne s'en soucie pas. Ce qu'il veut, c'est l'exploitation des contradictions de la société française en vue de favoriser un bloc d'Etats dans sa lutte contre un autre bloc d'Etats ; par conséquent, le Front Populaire serait non seulement dangereux par suite d'une hégémonie communiste possible mais ensuite il serait le mariage de la carpe et du lapin, il serait une alliance, dans la confusion, entre des hommes de gauche voulant moderniser démocratiquement et un appareil communiste désireux d'affaiblir ce qu'il y a de démocratie en France pour préparer le triomphe du totalitarisme.

*J. FAUVET.* — Le problème n'est pas nouveau. Le Front populaire n'a jamais été qu'un accord limité dans l'objet et la durée avec le parti communiste pour atteindre les objectifs communs ; il va de soi que si l'on se trouvait en face d'une proposition de Front populaire et que le parti communiste dise : nous constituons ensemble un gouvernement, et nous y prenons le Ministère de l'Intérieur, la Défense Nationale et la Présidence du Conseil, il va de soi que l'on ne trouvera pas un socialiste ou très peu, pas un radical en tout cas et pas un chrétien pour y consentir. Si on conçoit le Front populaire comme un mode d'accession du parti communiste au pouvoir, et lui seul au pouvoir, il va de soi que le problème ne se pose même pas.

*P. FOUGEYROLLAS.* — Vous le voulez comme force d'appoint alors ?

*J. FAUVET.* — Toute votre thèse tend à donner raison aux thoreziens qui précisément refusent de considérer leur parti comme une force d'appoint et se débrouent à toute proposition d'unité d'action parce qu'il ne veut pas être une force d'appoint. Vous allez dans leur sens alors qu'il faudrait au contraire les convaincre de ce qu'ils peuvent servir de force d'appoint provisoire.

*P. FOUGEYROLLAS.* — Pas du tout, je constate

qu'ils ne veulent pas être une force d'appoint, je prends acte de cette constatation, et je cherche une autre alliance que l'alliance avec eux.

*J. FAUVET.* — Ils pourront le vouloir les jours pairs et ne pas le vouloir les jours impairs.

*P. FOUGEYROLLAS.* — Je ne crois pas.

*J.-M. DOMENACH.* — Peut-être ne faudrait-il pas simplifier l'analyse du communisme, des communistes, peut-être le durcissement que tu signales chez les militants, dans l'appareil, n'est-il qu'un réflexe de défense contre un certain amoindrissement des militants. Nous constatons partout, autour de nous, que les conditions économiques, que la hausse du niveau de vie, que l'abondance des biens de consommation tendent à dépolitiser la masse, tendent à amoindrir les convictions politiques. Je crois que les militants communistes n'y échappent absolument pas.

*P. FOUGEYROLLAS.* — Heureusement.

*J.-M. DOMENACH.* — Heureusement ou malheureusement ! Je crois que la direction politique réagit par contre en accentuant encore les articles du dogme. Alors, je reviens au Front populaire. Est-il de bonne tactique d'isoler complètement le parti communiste, de bloquer, dirais-je, ceux qui le suivent avec leur conducteur doctrinaire, ne pourrait-on pas essayer, avec des protections, avec des garanties, sous des formes à délimiter, ne pourrait-on essayer une certaine intégration de l'électorat communiste sous une forme ou sous une autre ? Encore une fois je ne suis pas un spécialiste de la politique et je n'ai rien compris aux discussions sur le régime présidentiel, pourtant une chose m'a intéressé, m'a rapproché beaucoup de ce régime c'est lorsqu'on m'a expliqué qu'il permettrait à l'électorat communiste de faire valoir ses voix. Pour une fois, n'est-ce pas, les voix des communistes ne seraient pas perdues car un chef d'Etat pourrait être élu avec les voix communistes sans être pour autant prisonnier de ses dogmes ou de son programme. N'y a-t-il pas là d'autres formes qu'on les appelle Front populaire ou autre, qui permettraient d'intégrer davantage, le plus possible de communistes à la vie nationale en préparant la grande réconciliation dont nous cherchons difficilement les voies et moyens ce soir.

### *La démocratie de demain*

*A. JEANSON.* — Le syndicaliste que je suis voudrait observer que si nous nous obstinons à rechercher les chances de la démocratie de demain, à travers des formations politiques actuelles ou futures, fortes ou faibles, communistes ou non, nous ne parviendrons pas à ré-

soudre la contradiction entre, d'une part, l'acceptation, forcée ou volontaire, d'un Front populaire embarrassé d'une force totalitaire encore puissante, et, d'autre part, l'exigence absolue de ce que Fougeyrollas appelle très justement « la modernisation démocratique des structures fondamentales du pays ».

Notre chance, c'est que nous avons à préparer et à présenter à l'adhésion du peuple et s'il n'y a pas trop de catastrophe avant, aux prochaines élections législatives, une démocratie à la mesure des réalités de la France des années 60-75. Or ces réalités, qui doivent guider notre recherche, dépassent largement les aspects politiques, au sens strict et classique du terme. Et je suis convaincu que c'est ce dépassement qui permettra, sinon de résoudre le problème que nous nous posons, tout au moins de lui apporter un éclairage qui en transforme fondamentalement les données.

Dans la démocratie de demain, il sera toujours nécessaire que l'opinion publique puisse être encadrée par des partis politiques et s'exprimer à travers eux pour l'élaboration de la politique du pays. Mais, et c'est cela qui est fondamental, ce phénomène ne recouvrira qu'une partie des activités politiques nationales, alors qu'il est censé aujourd'hui les recouvrir entièrement. Désormais, du fait du degré de civilisation industrielle auquel la France est parvenu, du fait du processus de socialisation irréversiblement engagé, du fait du poids considérable que les activités sociales et surtout économiques font peser sur la vie de la Nation, une démocratie moderne doit être de même mouvement et, en même temps, une démocratie politique, économique et sociale. Ce que nous avons à faire, c'est dresser l'inventaire des forces tant politiques qu'économiques et sociales qui ont effectivement et qui auront demain davantage encore, des responsabilités réelles dans l'organisation des affaires de la Nation, ensuite définir la place des responsabilités qu'il convient de donner à ces forces, enfin, et à partir de là, imaginer les structures politiques, économiques et sociales et les liaisons nécessaires entre elles leur permettant de concourir à l'élaboration de la politique nationale.

Si nous réussissons à présenter à l'opinion publique et particulièrement aux travailleurs ce tableau d'une démocratie authentique, avec ses articulations politiques, économiques, sociales, avec, dans chaque domaine et à chaque échelon, des centres de confrontation et de décision qui appelleront la prise de responsabilité des hommes, depuis l'entreprise jusqu'aux organes du Plan, depuis la commune, la région jusqu'à l'Élysée, le citoyen, le travailleur se rendra compte qu'il est invité à bâtir une démocratie à la mesure de ses problèmes et dans laquelle il a sa place, et cette démocratie-là deviendra « sa » démocratie. Du même coup, il prendra une pleine conscience du déphasage des méthodes communistes, de l'anachronisme thérézien et la grande réconciliation qu'avec Domenach nous souhaitons tous, sortira peut-être du domaine du rêve.

Cet effort de renouvellement profond des structures fondamentales permettra aux organisations syndicales, ouvrières et paysannes, d'intervenir avec la plénitude de leurs moyens et de devenir, non point seules, bien sûr — et je répète que je ne souhaite pas la mort des partis — l'élément moteur et de masse de la construction d'ensemble à faire surgir. Je ne sais comment pratiquement pourrait se faire cette intervention. Mais je sais deux choses qui sont riches d'espérance : la première, c'est que le syndicalisme, du moins celui que je connais, a multiplié et multiplie sur tout le territoire des militants dynamiques, conscients, rompus aux responsabilités et à l'action, habitués à situer ces responsabilités et cette action dans une vision globale des problèmes qui se posent à la Nation. La seconde est que, si nous déplorons l'effarant « vide politique » actuel, en réalité, jamais il n'y a eu un tel bouillonnement d'idées et de bonnes volontés au sein de ces innombrables équipes, cercles, colloques, mouvements qui cherchent des formules nouvelles. Tout cela, certes, est encore très tâtonnant et surtout très anarchique, mais nous avons là dès maintenant, me semble-t-il, tous les éléments qui, si les organisations syndicales savent donner l'impulsion, peuvent contribuer à l'élaboration d'une nouvelle pensée politique, d'une nouvelle forme de démocratie, de nouvelles méthodes de vie démocratique. Il est clair que si nous réussissons cela, le problème de la présence du communisme dans notre pays se poserait en termes extrêmement nouveaux.

*E. BORNE.* — Un mot de conclusion, très modeste. Qui tente de comprendre le comportement du parti communiste s'aperçoit qu'il est attentif exclusivement au moment présent, qu'il ne propose jamais dans sa propagande de représentation de l'avenir, ce qui est peut-être pur et simple réalisme politique. Aujourd'hui, le communiste français met l'accent sur la contestation du régime et il essaie de faire siens et d'utiliser en aiguillant la pointe tout ce qu'il y a d'arguments et de forces antigaulistes disponibles dans l'arène politique. Si bien que le problème du Front populaire tel qu'il a été posé en 1936 et tel qu'il pourrait l'être demain n'est pas un vrai problème pour le parti communiste. Celui-ci joue la chute du régime et l'échec du général. A ce moment, une situation révolutionnaire serait créée et le parti exploiterait la situation et pèserait de tout son poids pour accéder au pouvoir. Sous quelle forme, avec quels alliés ? Nul ne peut le dire aujourd'hui. Le Front populaire est une question qui se pose pour les « anti » ou les « pro » communistes, mais qui pourrait n'être pas d'actualité pour le parti communiste lui-même...

# LA DERNIÈRE ÉTAPE DU CONCILE

Le concile vient d'entrer dans la dernière étape de sa préparation. Il y a d'abord eu la consultation des évêques et des universités catholiques, puis l'élaboration des rapports dans les commissions et secrétariats. A vrai dire, ce travail n'est pas encore achevé, mais déjà s'ouvre la troisième étape, celle de l'élaboration du programme, qui se terminera par le concile lui-même. Jusqu'à ce jour on peut dire que *tous* les problèmes de l'Eglise étaient à l'étude. 8.972 vœux furent proposés à l'examen des commissions ! Les premiers rapports commencent à arriver sur la table de la « Commission centrale », présidée par le Pape lui-même. C'est l'unique canal par lequel les commissions et secrétariats peuvent déboucher sur le concile.

A la période de recherche et de libre discussion va donc succéder la période du tri et du filtrage. Les membres de la Commission centrale n'ont pas été nommés en raison de leur compétence ou de leur spécialisation mais en tant que représentants de l'Eglise hiérarchique et enseignante. Ils forment une sorte de « micro-concile » dont il est impossible de deviner les intentions. Le moment est décisif. Le concile oscille entre plusieurs *pbles* : unité ou réforme ? secret ou publicité ? affaire interne ou réponse aux besoins du monde ? Qui l'emportera : les juristes ou les pasteurs ? L'Ordre ou le Mouvement ?

Le concile est ainsi tiraillé entre des exigences apparemment contradictoires. Il doit maintenant surmonter ces contradictions sans renoncer à leurs richesses. Il s'agit de trouver une articulation, par exemple entre la recherche de l'unité et la réforme intérieure, entre la discrétion nécessaire et l'information non moins nécessaire, entre l'organisation et la mission... La tentative par contre serait de choisir ce qu'il y a de plus facile : s'enfermer sur soi-même, dans l'oubli du monde qui attend et dans l'inattention aux fidèles qui désirent participer, à leur niveau, à ce grand Conseil de Famille.

Après l'élan initial qui a suscité de grands espoirs, on a l'impression que le concile hésite, et certains craignent qu'il ne s'enlise dans une sorte de conformisme prudent. Il y a tant de vieilles habitudes à bousculer pour opérer un rajeunissement et provoquer ce « printemps de l'Eglise » qui est le rêve de Jean XXIII !

La plupart des personnes interrogées, lors d'un sondage d'opinion publique, ont déclaré que l'objectif du concile était de faire l'unité entre les chrétiens séparés. De fait, plusieurs déclarations du Saint-Père, en 1959, justifient cette interprétation. N'est-ce pas d'ailleurs un 25 janvier, dernier jour de la Semaine de l'Unité, que cet événement a été pour la première fois annoncé ?

Un malentendu s'est créé sur le mot « œcuménique ». Le concile est appelé *œcuménique* parce qu'il rassemble les évêques de toute « la terre habitée ». Tel est le sens premier. Le « Conseil Œcuménique », lui, est un organe fédérateur, composé de protestants et d'orthodoxes, qui travaille à réaliser une

certaine *unité*. De là vient la confusion. En réalité, le concile, comme le disait encore tout récemment le Saint-Père à un groupe de journalistes, est « une affaire de catholiques pour les catholiques ».

Est-ce à dire que l'unité soit exclue des perspectives du concile ? Non pas. Elle en reste l'objectif lointain, l'espérance. Mais d'abord il faut procéder à la réforme interne, à la purification, à l'adaptation de l'Eglise elle-même. Ainsi rajeunie, celle-ci pourra se tourner ensuite vers les autres, qui seront alors plus enclins à reprendre leur place dans le seul et unique troupeau.

Deux étapes par conséquent — mais en réalité étroitement liées. En effet l'unité n'est pas seulement une suite, une conséquence, c'est aussi un moteur. Elle a été l'idée déterminante de la convocation du concile. Elle reste une exigence permanente, un aiguillon. On risquerait, en l'oubliant, d'énervier en quelque sorte le concile.

Déjà d'ailleurs des résultats ont été obtenus, dont on ne mesure pas assez l'importance. *La création d'un Secrétariat pour l'unité* (qui subsistera sans doute sous une forme ou sous une autre après le concile) est une *innovation capitale* : il n'y avait jusqu'ici dans l'Eglise aucun organe de dialogue. Grâce à ce secrétariat, le Dr Fisher, ex-primat de l'Eglise anglicane, est venu faire au pape une visite inattendue et son successeur a délégué à Rome un observateur chargé d'établir une liaison plus suivie. Nous n'en sommes pas à la discussion théologique, mais à la reprise de contact pour une meilleure connaissance mutuelle. Jusque-là difficilement toléré ou autorisé, le travail pour l'unité se trouve soudain officialisé.

Ce Secrétariat, dira-t-on, n'est qu'un des douze groupes établis pour la préparation intellectuelle du concile. Mais qu'importe ici le pourcentage. La Commission théologique ne représente, elle aussi, qu'un douzième du total. On sait pourtant sa place réelle... Sans l'exigence de l'unité peut-être n'y aurait-il pas eu de concile...

A trop insister sur l'aspect *interne* de cette manifestation, on risque d'oublier sa signification *externe*. *Le concile, qu'on le veuille ou non, a provoqué dans le monde une attente*. Si on se contentait d'ajouter le qualificatif « paternelle » à l'autorité des évêques et le qualificatif « filiale » à l'obéissance des fidèles, si on se contentait d'assouplir la règle de l'exemption des religieux pour pouvoir les intégrer davantage dans la pastorale d'ensemble, si on se contentait de réformer l'index ou de souligner l'importance bien connue des techniques de diffusion, alors il y aurait chez les croyants comme chez les incroyants une immense déception.

Certes, il ne faut pas attendre du concile une révolution qui n'est pas dans le style habituel de l'Eglise. L'essentiel, d'ailleurs, dans l'esprit de Jean XXIII, ce n'est pas telle ou telle

réforme spectaculaire, mais le renouveau de la vie chrétienne. Le reste vient ensuite. *Mais il faut que le concile dise quelque chose aux hommes d'aujourd'hui sur les vrais problèmes qui les préoccupent* : la paix et la guerre, le développement de la population et le contrôle des naissances, la faim dans le monde, le communisme. Que serait un concile qui ne serait pas obsédé par la croissance de l'athéisme, que celui-ci soit le fruit du confort, du marxisme, de la misère ou de la technique.

Là encore nous nous trouvons en présence de deux aspects, interne et externe, qui se tiennent étroitement. Il n'y a pas à choisir entre les deux. Une réforme intérieure ne vaudrait pas grand-chose qui ne serait pas soutenue par une volonté lucide et tenace de présence au monde.

Le danger de repli est d'autant plus grand que les laïcs ont été tenus à l'écart du concile — décision qui s'explique assez bien en ce qui concerne le concile lui-même, acte du magistère. Mais rien n'empêchait qu'il y eût des laïcs dans les commissions préparatoires — en particulier dans celle qui concerne directement leur apostolat. La question a été souvent posée. Sans doute a-t-on craint de s'engager dans une voie nouvelle. Sans doute aussi les laïcs ont-ils paru trop peu formés, trop peu théologiens — ce qui est exact. Mais ils auraient été dans les commissions des témoins de leur temps. Les quelques rapports qui ont été transmis par les Organisations Internationales Catholiques ne remplacent pas la participation aux travaux et à l'élaboration des « schemata » destinés à être soumis aux Pères du concile. Cette participation, bien sûr, n'aurait pas été sans risque ni même sans grincement. *Mais que gagne-t-on à avoir des « laïcs aphones » ?*

Une troisième contradiction à dépasser est celle qui s'exprime dans le débat : *secret ou publicité ?*

Ici l'option semble avoir été nettement prise par les autorités romaines : *le secret est la règle absolue*. Les membres et consultants des commissions ont juré sur l'Évangile de le tenir. Et si l'annonce a été faite récemment de la création d'un bureau de presse, les journalistes ont été dûment avertis qu'il ne s'agissait pas pour eux de servir le public, toujours trop curieux, mais de servir le concile. En effet, celui-ci est présenté à juste titre, comme un acte du haut magistère. Mais on, en a tiré la consé-

quence que les débats ne regardent pas l'opinion publique, et les fidèles ne sont pas invités à participer, même de loin, à la discussion. Le bureau de presse n'est qu'un pis-aller, une digue dressée contre la marée de la curiosité, un moyen d'éviter les dégâts. Aucun aspect positif.

Que la discrétion soit nécessaire, on le comprendra. Mais n'y a-t-il pas aussi quelque danger à tenir l'opinion publique trop à l'écart ? Autant il serait grave de créer une attente excessive et malsaine, autant il serait grave également que le concile se dérouât et prit des décisions dans une sorte de vide. Certains se sont plaints de la « muraille de Chine » ou du « rideau de fer » qui entourait le concile. Un journaliste allemand a rappelé l'enseignement de Pie XII sur l'opinion publique dans l'Église et les déclarations de Jean XXIII sur l'importance de la presse pour créer un climat favorable au concile.

Une sorte de décalage existe entre la position romaine, très restrictive, et celle de divers évêques, plus positive. « Parlez de tout ce que les fidèles et le public attendent du concile », a déclaré le cardinal Koenig, archevêque de Vienne. Le concile intéresse toute l'Église, ont souligné les évêques des Pays-Bas.

Là encore un équilibre est à trouver entre la discrétion et l'information ou la discussion. *Le concile est par lui-même un acte pastoral ; il a une valeur de témoignage ; c'est une manifestation de l'Église. Encore faut-il qu'il soit visible.*

Nul ne sait encore de quel côté basculera le concile, et si c'est l'espoir ou le découragement qui est justifié. De toute façon on aurait tort de croire qu'il puisse combler tous les désirs. Un concile est comme *une vague de fond* ; il s'adresse à l'Église entière *dans son unité et dans sa diversité*.

Ce qui est certain, quels que soient les résultats du concile, c'est qu'il est *dès maintenant* un événement capital. Révision de vie de toute l'Église, retour aux sources évangéliques, manifestation de l'universalité, libre recherche, contacts entre tous les évêques, voilà quelques aspects, parmi d'autres, qui doivent nous réjouir. Sachons rendre grâce au Pontife qui prit un jour, le plus naturellement du monde, la plus importante de toutes les décisions, lui qui fut présenté par la presse, lors de son élection, comme un pape de transition.

J.-P. DUBOIS-DUMÉE.

# Faut-il dépolitiser la vie publique ?

par Pierre PFLIMLIN

**D**ÉPUIS que le problème de l'avenir de la démocratie préoccupe quiconque songe aux lendemains que prépare l'état actuel de nos institutions, les juristes se sont mis au travail. Les spécialistes les plus éminents du droit public proposent des systèmes de rechange et leurs propos méritent certes de retenir l'attention. Le temps n'est plus cependant où les aspirations politiques de la France s'exprimaient naturellement par l'élaboration de Constitutions nouvelles. Les Français d'aujourd'hui ne sont guère enclins à chercher le salut du côté de l'abbé Sieyès ou de ses émules. Sans qu'aucun d'entre nous conteste l'utilité de l'approche juridique, nous sommes de plus en plus nombreux à aborder le problème du renouveau démocratique en choisissant en premier lieu l'approche que l'on pourrait appeler *psycho-sociologique*.

Je rappelle brièvement les raisons de ce choix. La crise de la démocratie ne nous paraît pas imputable principalement aux déficiences de nos mécanismes constitutionnels. Les modifications successives que nous avons apportées à ces mécanismes n'ont agi qu'en surface. Il apparaît de plus en plus clairement que le mal réside dans un sentiment d'indifférence, voire de répugnance à l'égard des institutions électorales et que ce sentiment procède, au moins pour partie, d'un manque d'adaptation du système démocratique, tel qu'il est actuellement pratiqué, aux réalités sociologiques de notre temps.

Si ces prémisses sont généralement acceptées, des divergences sérieuses commencent à se manifester dès que l'on tente de dégager des éléments de solution.

## La « démocratie de base »

Lorsqu'on parle de « démocratie de base », on est suspecté de vouloir enfermer la vie démocratique dans le cadre étroit des institutions locales pour lui interdire l'accès des sphères élevées où se font les grandes options nationales et internationales. La formule ne devrait pas, cependant, prêter à équivoque puisque la notion même de « base » implique l'existence d'une superstructure. Loin de nous éloigner de la démocratie à l'échelle nationale, la démocratie de base est l'un des seuls chemins sûrs qui conduisent vers son accomplissement.

Si l'on se place dans la perspective de « l'Etat éducatif » ouverte par Joseph Rovin, il est clair que l'éducation du citoyen, qui est la condition préalable de toute vie démocratique, est extrêmement difficile si elle veut, du premier coup, amener chacun des individus qui composent la nation à se sentir engagé ou même simplement concerné par les grandes décisions qui commandent le destin du pays ou du monde. Cette prétention doctrinaire de la démocratie est contre nature. Elle rebute et décourage les meilleures volontés et engendre finalement l'esprit de démission.

C'est à travers les réalités locales que la plupart des citoyens peuvent atteindre et comprendre les réalités nationales et mondiales. Il n'est pas de réunion ou de journée d'étude consacrée, par exemple, à des problèmes d'économie régionale où l'on ne parvienne aisément à insérer ces questions dans un contexte beaucoup plus vaste qui, dès lors, devient proche et intelligible.

S'il est difficile de donner à un individu le sentiment qu'il est personnellement responsable du sort de la France, nous voyons autour de nous de très nombreux Français qui se sentent vraiment responsables du sort des communautés locales où ils vivent. Or c'est à l'instant précis où l'individu commence à se sentir responsable d'une communauté qu'il accède réellement à la dignité de citoyen.

Mais cette mutation, pour importante qu'elle soit, ne doit évidemment constituer qu'une étape, un acheminement vers une prise de conscience de plus en plus haute. En diffusant et en fortifiant l'esprit démocratique sous sa forme la plus authentique, qui est le sens de la responsabilité, en permettant à des Français de plus en plus nombreux d'accéder à l'intelligence des problèmes nationaux perçus dans leur réalité concrète, la démocratie de base peut donner force et vie aux institutions démocratiques nationales, soit que les hommes qu'elle aura formés soient appelés à entrer individuellement dans ces institutions, soit que les collectivités locales soient intégrées comme telles dans le système représentatif de l'Etat.

Les collectivités publiques locales actuellement existantes ne peuvent jouer que de manière tout à fait insuffi-

fisante le rôle qui est ici envisagé. La méfiance de l'Etat centralisateur a étouffé les libertés communales. Les assemblées départementales sont confinées dans un cadre étriqué qui explique pour une large part l'indifférence que vient de manifester à leur endroit le corps électoral. Il n'existe pas d'assemblées élues à l'échelon régional.

L'Etat n'a pas réussi cependant à éliminer les corps intermédiaires. Ils ont ressuscité sous forme de groupements d'intérêts verticaux, dont l'utilité n'est pas contestable mais qui, constitués pour la défense de catégories économiques ou professionnelles particulières, n'ont pas vocation à se placer dans une perspective d'intérêt général. On peut aussi redouter, certes, les particularismes locaux, mais les organes représentatifs horizontaux qui existent ou que l'on peut imaginer aux échelons communal, départemental et régional, pourraient se voir confier des tâches de conciliation et de synthèse qui prépareraient leurs membres à participer à la plus haute synthèse qui rejoint le bien commun de la nation. Le système représentatif, que nous voyons se dessécher sous nos yeux parce qu'un schématisme abstrait l'a privé de racines, serait ainsi enraciné dans les milieux de vie où se situe concrètement le destin des Français.

Mais il faut aller encore plus loin si l'on veut que le régime représentatif épouse les réalités nationales et les exprime de manière incontestable. Il faut retirer à l'élection politique le monopole qui, jusqu'à présent, apparaissait aux yeux de beaucoup comme l'essentiel de la démocratie. Il faut étoffer et diversifier la représentation populaire en y intégrant toutes les entités qui peuvent concourir valablement à la formation et à l'expression de la volonté populaire : organisations professionnelles, syndicats, mouvements de jeunes, groupements éducatifs, organismes d'action économique, sociale ou culturelle, etc.

### **La querelle du « corporatisme »**

Un tel propos expose son auteur à se voir accuser de déviation « corporatiste ».

En réalité, rien n'est plus éloigné du corporatisme, tel qu'il a été enseigné et pratiqué, que les préoccupations de ceux qui actuellement voudraient insuffler à la démocratie une vie nouvelle en appelant en renfort toutes les « forces vives ». Le corporatisme veut répartir la nation en secteurs économiques ou professionnels organisés, chaque secteur disposant d'une certaine autonomie qui lui permet de régler ses propres affaires. Lorsqu'un tel système ne sert pas simplement de façade démocratique à un régime dictatorial, il aboutit à fragmenter dangereusement l'économie nationale et à développer dans chaque secteur un égoïsme collectif qui prend généralement une forme étroitement conservatrice et malthusienne.

C'est de tout autre chose qu'il s'agit présentement. Il est envisagé d'insérer des représentants des groupements

professionnels, sociaux et culturels dans les institutions représentatives à vocation générale, sans aucun compartimentage. Cette insertion pourrait se faire à l'échelon local, à l'échelon régional et peut-être même — comme je l'ai proposé récemment — à l'échelon national, ce qui impliquerait évidemment une transformation du Parlement qui est encore jugée dangereuse, voire scandaleuse par beaucoup de démocrates.

L'idée d'une telle novation ne procède pas de considérations doctrinales. Elle est inspirée par une constatation et par une série d'expériences.

Nous constatons que de grandes transformations se sont opérées et se poursuivent dans les organisations professionnelles et syndicales. Les dirigeants et les cadres de ces organisations — qu'elles soient agricoles, artisanales, commerciales, ouvrières ou patronales — ont acquis une connaissance de plus en plus approfondie des données économiques et techniques des problèmes qu'elles doivent traiter. Ils sont donc en mesure de dépasser le stade de la simple revendication qui pose un objectif sans savoir toujours s'il peut être atteint. Ils peuvent désormais participer avec compétence et efficacité aux discussions sur les voies et moyens et même élaborer eux-mêmes des solutions techniques s'insérant dans le contexte économique national et international. La connaissance des problèmes les prémunit contre les entraînements démagogiques auxquels résistent parfois plus difficilement les élus politiques. Les représentants des groupements en cause peuvent donc apporter aux institutions représentatives un concours extrêmement utile. Si certains peuvent être tentés de pratiquer un conservatisme défensif, la plupart d'entre eux seront des éléments de dynamisme et de rajeunissement.

Il se trouve, au surplus, que ces groupements subissent, sous l'influence des événements, une évolution qui les conduit à admettre, voire même souhaiter une participation directe à la vie publique. L'apolitisme, qui était naguère un dogme intangible, compte de moins en moins de défenseurs dans leurs rangs. Paradoxalement, les organisations syndicales et les mouvements de jeunes manifestent parfois des préoccupations politiques plus vives que les partis politiques eux-mêmes lorsqu'il s'agit de grands problèmes tels que l'Europe, l'Algérie, le tiers-monde, la place de l'armée dans la nation et, précisément, l'avenir de la démocratie. Serait-il raisonnable de ne pas utiliser de manière permanente et organique ces forces démocratiques nouvelles, aujourd'hui disponibles, pour renouveler et fortifier une démocratie atteinte d'un pernicieux mal de langueur ?

Que cette utilisation soit difficile, j'en conviens. Les juristes auront du mal à définir et à agencer un système représentatif qui n'aura plus la clarté linéaire de la démocratie politique classique. Il s'agira de mettre en place et de faire fonctionner des organes représentatifs complexes, hétérogènes, où voisineront des élus du suffrage universel et des représentants d'entités fort diverses par leur vocation et leur structure.

Mais dans cette complexité, dans cette hétérogénéité même, nous découvrirons la source d'une vie démocratique plus authentique et plus intense. J'en vois la preuve dans de multiples expériences qui sont faites, d'ores et déjà, sur divers plans.

On peut en trouver des exemples dans la vie communale, dans la mesure restreinte où le centralisme étatique lui laisse une liberté de mouvement. Les comités d'action économique régionale, ou d'aménagement du territoire offrent, dans quelques régions au moins, l'image d'équipes de travail où syndicalistes, délégués des compagnies consulaires, techniciens, fonctionnaires, universitaires et hommes politiques réussissent, beaucoup plus facilement qu'on ne pourrait l'imaginer, à se retrouver sur une même longueur d'onde pour concevoir et tenter de réaliser des objectifs communs. A l'échelon national même, on voit quelques ébauches intéressantes : les commissions du Plan, la Commission des Comptes de la Nation, le Comité National d'Orientation Economique, le Conseil Supérieur du Ministère de la Construction. On y trouve même un organe constitutionnel inventé par la IV<sup>e</sup> République et repris par la V<sup>e</sup>, le Conseil Economique et Social, dont le principal défaut est de n'avoir qu'une influence très réduite sur les déterminations du Pouvoir.

L'intérêt de ces expériences limitées mais significatives réside dans le fait qu'elles associent à un effort commun de réflexion et d'action des hommes habituellement séparés par des cloisonnements que la doctrine peut justifier mais que l'histoire condamne parce qu'ils désintègrent la nation et asphyxient la démocratie.

Il est grand temps d'arracher les Français aux divers ghettos où ils sont enfermés pour les amener à vivre les uns avec les autres. Les déviations que l'on dénonce résultent le plus souvent de l'isolement des uns par rapport aux autres. Le technicien coupé des réalités humaines devient technocrate, le syndicaliste écarté de la vie publique revendique contre l'intérêt général, l'homme politique engagé dans le circuit fermé de la démocratie formelle devient un politicien démagogue, le militaire que l'on néglige d'associer à la vie de la nation devient un insurgé. Que tous soient réunis autour d'une même table ou dans une même enceinte, associés à une même délibération, et l'on découvre qu'il est moins difficile qu'on ne le pensait, de parler un même langage. Des cheminements peuvent être ainsi trouvés au bout desquels peut surgir, démocratiquement, une volonté nationale.

### Prééminence de la politique

Est-ce que cela signifie que la démocratie ne peut être sauvée qu'au prix d'une dépolitisation de la vie publique ? L'homme politique doit-il se résigner à s'asseoir au bas bout de la table en attendant d'être éliminé ? Je ne le crois pas.

Aujourd'hui, plus que jamais, les grands problèmes nationaux et internationaux sont de nature politique. Qu'il s'agisse de l'agriculture ou de l'Europe, des investissements ou de la décolonisation, il s'agit de faire des choix politiques. Il n'est donc pas question de chasser la politique des domaines économique et technique, mais au contraire d'intégrer l'économie et la technique dans les perspectives et les hiérarchies de la politique. Il ne s'agit pas d'humilier les hommes politiques ou de diminuer leurs responsabilités, mais d'accroître leurs chances d'efficacité en les libérant des mécaniques qui tournent à vide et en fournissant des points d'application à leur dynamisme et à leur foi.

La doctrine elle-même doit retrouver ses droits. S'il faut sans doute jeter par-dessus bord certaines formules démocratiques qui, à force d'être ressassées loin du réel, ont perdu toute saveur et toute efficacité, il est indispensable d'affirmer avec force une doctrine démocratique.

Jean Lecanuet, tout récemment, rappelait les trois principes essentiels : La démocratie garantit les droits de la personne humaine. La démocratie permet à tout citoyen sans distinction de fortune, de classe, de conviction, d'accéder, s'il en est capable, à l'exercice du pouvoir politique. La démocratie rend possible le dialogue entre gouvernants et gouvernés, ce qui veut dire qu'elle reconstruit la légitimité de l'opposition et organise, dans la mesure du possible, la participation des citoyens à la préparation des décisions qui les concernent.

L'effort de réflexion de ceux qui veulent sauvegarder les chances de la démocratie doit tendre à donner à ces trois principes un contenu concret répondant aux exigences et aux possibilités de notre temps.

Pour garantir les Droits de l'Homme, il ne suffit plus de répéter indéfiniment les formules qu'inventèrent les Grands Ancêtres. Au temps de la radio, de la télévision, du cinéma, la personne humaine est menacée par des forces qui visent les âmes plus encore que les corps. Ce qui importe, c'est de rendre impossible le viol des foules, d'établir un statut de l'information qui garantisse à chaque citoyen l'accès à la vérité.

Il ne sert à rien de proclamer que chaque citoyen peut, en principe, s'élever jusqu'au sommet de l'Etat si l'égalité des chances n'est pas réalisée par la démocratisation de l'enseignement.

Le dialogue, enfin, entre gouvernants et gouvernés ne pourra être instauré véritablement que lorsque nous aurons réussi à construire un véritable régime représentatif. On peut penser que les voies que j'ai tenté de défricher quelque peu conduisent à des impasses. Je souhaite que d'autres explorateurs se mettent en route. Ce qui me paraît certain, c'est que nous ne réussirons à faire vivre la démocratie que dans la mesure où nous parviendrons à créer des institutions représentatives dans lesquelles le peuple reconnaîtra son image.

Pierre PELIMLIN.

# Histoire et humanisme chez Raymond Aron

Au moment où paraît « *Dimensions de la conscience historique* » aux Editions Plon, il nous a paru intéressant de demander à notre collaborateur Raymond Balmès de retracer l'évolution de la pensée de Raymond Aron depuis la publication de sa thèse de Doctorat en 1938 jusqu'en 1960.

L'œuvre de Raymond Aron présente trop de diversité, dans sa substance et dans sa forme, pour qu'on prétende en donner en quelques pages un aperçu panoramique. Mainte perspective est possible. Un « Aron polémiste », peu soupçonné du public, ne manquerait pas de saveur. Ici, en utilisant quelques très grands repères, on propose une interprétation de ses propos successifs sur l'homme et l'histoire. L'auteur se définit lui-même comme « plus interrogatif que dogmatique ». Traduire « interrogatif » par « sceptique » serait, selon nous, se tromper.

LES historiens inclinent soit à réduire, soit à exagérer l'importance des circonstances imprévisibles ou des faits de rencontre. Leur penchant ne peut être tenu pour une philosophie. Il révèle un préjugé ou une orientation de la curiosité. On ne tranche pas philosophiquement un problème qui relève de l'expérience et ne comporte pas de solution universellement valable. Pourquoi la marge de création, ou d'efficacité, laissée aux individus et aux accidents, serait-elle, à toutes les époques et en tous les secteurs, également large ou également étroite ? En toute rigueur ces propos concernent l'épistémologie de l'histoire et non sa philosophie. Mais on montrerait, semble-t-il, sans trop de peine, qu'une prise de position sur le problème de la causalité historique implique une option à l'égard des métaphysiques où la destinée humaine se déchiffre dans le devenir des sociétés et des civilisations. On vient de le voir, il ne suffit pas à l'empirisme de Raymond Aron de refuser l'unification des diverses causes historiques ou même la simple prépondérance de l'une d'entre elles ; la pluralité des séries ne va pas sans la contingence des rencontres, et la contingence des rencontres ménage la place d'une liberté qui ne saurait jamais être entière. « Avenir et passé, sont homogènes ». Si l'historien doit éviter l'illusion rétrospective de la fatalité, le philosophe ne peut se convertir, en prophète : « Nulle loi humaine ou inhumaine, n'ordonne le chaos vers un aboutissement, radieux ou horrible ».

## Illusions rétrospectives et estimation des probabilités

La rétrospection n'engendre pas seulement l'illusion de la nécessité, illégitimement substituée au déterminisme aléatoire, et ses victimes ne se recrutent pas exclusivement chez les historiens de profession. L'embellissement du passé est un de ses effets ordinaires. Témoins les nostalgiques de l'Ancien Régime. « Rétrospectivement, on chante la beauté des liens personnels, on exalte les vertus de fidélité et de loyauté qu'on oppose à la froideur des rapports entre individus théoriquement égaux. Les Vendéens combattaient pour leur univers, non pour leurs chaînes. A mesure qu'on s'éloigne de l'événement, on accentue avec complaisance le bonheur des sujets d'hier et les souffrances des citoyens d'aujourd'hui. » Mais témoins aussi les naïfs de l'autre bord : « Une révolution est un événement lyrique ou fascinant (surtout dans le souvenir)... » A la faveur de la rétrospection s'opèrent encore des simplifications abusives, dont l'opposition de la droite et de la gauche comme de deux blocs constitue un bon exemple. D'un côté le parti de la tradition et des privilèges, de l'autre le parti de l'avenir et de l'intelligence. C'est vrai. C'est « exactement la moitié de la vérité » : « ... la théorie des deux blocs est essentiellement rétrospective et a pour fonction de camoufler les querelles inexpiables qui déchirent chacun des prétendus blocs. C'est l'incapacité que montrent, tour à tour, les droites ou les gauches à gouverner ensemble qui caractérise l'histoire politique de la France depuis 1789. La mythologie de la gauche est la compensation fictive des échecs successifs de 1789, de 1848 ». Enfin, et sans prétendre épuiser par là la liste des méfaits de la rétrospection, on dira qu'elle porte la responsabilité de bien des fanatismes : le choix politique dont les suites se sont révélées funestes sera considéré non comme une erreur, mais comme une trahison. « Que l'on commence par se reporter au moment de la décision et que l'on considère la conjoncture : on laissera moins de place à l'arbitraire des interprétations... Reconnaître l'incertitude des décisions prises, la pluralité des perspectives possibles sur l'avenir, inconnu, ce n'est pas supprimer les conflits inexpiables ni éluder les engagements, mais les assumer sans haine, sans nier l'honneur de l'adversaire ».

Il y a donc un bon usage de la rétrospection, comme estimation des probabilités dans laquelle la conscience s'efforce de retrouver et de refaire les calculs prospectifs des acteurs qui eurent à prendre leurs responsabilités. « En ce sens, la science historique, résurrection de la politique, se fait contemporaine de ses héros. » La conception probabiliste de la politique et de l'histoire qui la ressuscite permet à la fois de réclamer pour la connaissance scientifique du réel la place qui lui revient dans la détermination de l'action et de lui assigner ses justes limites. Qui oserait conseiller au politique « d'agir aveuglément selon ses désirs, sous prétexte que tous les calculs risquent d'être démentis ? » Y aurait-il par hasard « moins de dignité à reconnaître le monde qu'à le fuir » ? « Quelle réforme intellectuelle et morale est-il possible de souhaiter, sans complaisance pour l'utopie, sans trace de vaticination ? Je répondrai d'un mot : que les Français acceptent de penser la politique, qu'ils préfèrent, aux itinéraires de fuite et aux aspirations romantiques, la reconnaissance du réel et l'effort ingrat et lent pour améliorer la condition des hommes. » « Au lendemain de la défaite de 1871, Renan écrivait que le grand défaut des Français était de ne pas croire assez en la science. Le diagnostic demeurait vrai en 1940. » Il reste entendu que « la science n'impose jamais une conduite déterminée au citoyen ou au gouvernement. » Mais « il est impossible de réfléchir sérieusement aux problèmes de la société actuelle ou de la transformation sociale sans se référer à l'acquis de la science ». « Qu'il s'agisse des valeurs, des moyens ou de l'avenir lointain, la science n'interdit pas les joutes d'idées, elle les rend contemporaines de la réalité. »

### Valeurs transcendantes à l'histoire

Volonté de réalisme qui se concilie avec la position de valeurs que Raymond Aron — qui écrivait au terme de son « *Introduction à la Philosophie de l'Histoire* » (1938) : « Il n'y a rien, ni en deçà, ni au-delà du devenir, l'humanité se confond avec son histoire, l'individu avec sa durée » — semble tendre à concevoir maintenant comme transcendantes à l'histoire. Comment comprendre, autrement, ce souci de ne pas « nier l'honneur de l'adversaire » ? N'est-ce pas affirmer un absolu que d'écrire : « La qualification morale ou juridique d'un acte n'est pas modifiée par le cours des événements ultérieurs » ? En 1938, Raymond Aron voulait bien concéder à « celui qui ne se reconnaît ni dans le régime actuel ni dans celui qui se prépare... la ressource et le droit moral de fuir la société : stoïque, sage ou résigné, il consent à vivre seul. » Mais en 1955, dans « *L'Opium des Intellectuels* », la reconnaissance du droit pour chaque conscience de « s'accomplir dans le refus des cités terrestres » est présentée comme une des conditions majeures de la paix. Et l'auteur décide de « choisir ses compagnons parmi ceux qui savent se battre sans haïr et qui se refusent à trouver, dans les luttes du Forum, le secret de la destination humaine. » Car « la résurrection de tout le passé ne révèle rien de plus sur notre destination que l'examen

de notre seule conscience. » Sans doute Aron n'a-t-il jamais cru que la qualité des causes se mesurât à celle des âmes. Mais en 1938 le propos servait à renvoyer dos à dos l'historisme et moralisme. En 1955, l'unique conséquence qu'il en tire est « le respect de l'autre, même quand nous le combattons ». Peut-être même, et sans lui en faire dire plus qu'il ne voudrait, a-t-on le droit de souligner, dans des pages consacrées à nier l'unité des gauches, quelques mots où Raymond Aron paraît envisager avec sympathie le dépassement d'une éthique du pur respect : « La seule gauche, toujours fidèle à elle-même, est celle qui invoque non la liberté ou l'égalité, mais la fraternité, c'est-à-dire l'amour. »

Reste que les valeurs auxquelles Aron tient le plus se groupent autour de la *valeur intellectuelle de vérité*. Il affirmait déjà en 1938 que « dans l'ordre du savoir l'avenir sauve le passé... La connaissance est par nature inachevée, mais elle s'accumule sans terme... Celui qui se consacre à la recherche positive, fort de la permanence du but, éprouve sa solidarité accrue avec une entreprise commune à l'humanité et qui vaut pour tous. Il participe à un progrès qui semble effacer à mesure les traces de sa réalisation accidentelle ». Dès 1938, il écrivait : « Inévitablement, on rétablit, au-dessus de la pensée engagée, la réflexion libre. » Mais depuis, Aron a pris une conscience plus aiguë de la menace que fait peser sur la vérité l'idolâtrie de l'histoire à laquelle cèdent et les marxistes de stricte obédience et les intellectuels fascinés par le marxisme. Il reconnaît désormais aux idées « un prestige qui n'appartient légitimement » qu'à elles. S'il voit dans la liberté l'« essence de la culture occidentale, le principe de ses triomphes, le foyer de son rayonnement », il précise aussitôt qu'il s'agit de la « liberté d'enquête », de la « liberté de recherche et de critique ». Le suffrage universel n'est qu'« une institution discutable de l'ordre politique ». Les joutes parlementaires, « une procédure entre autres du gouvernement d'opinion ». La pluralité des partis, « qui ne va pas sans inconvénients », Aron « la tolère malgré tout comme un moyen, comme un symbole de valeurs irremplaçables, moyen de limiter l'arbitraire du Pouvoir et d'assurer une expression légale au mécontentement, symbole de la laïcité de l'Etat et de l'autonomie de l'esprit qui crée, interroge ou prie ». « La dualité du pouvoir temporel et du pouvoir spirituel », « la limitation de l'autorité étatique », se trouvent dès lors placées sur le même plan que « l'autonomie des universités » : toutes trois doivent leur importance au fait que solidairement elles ont assuré la conquête progressive de la liberté de l'esprit et qu'elles ont encore à en garantir l'exercice. Voilà pourquoi il faut que les intellectuels occidentaux prennent leur parti de « la dispersion de leur univers », et ne laissent pas, comme dans le monde soviétique, « politiser l'existence entière ». Voilà pourquoi Aron peut écrire : « Nous n'avons pas, en Occident, à chercher l'équivalent du matérialisme-historique, comme si une philosophie pouvait et devait fixer aux sciences naturelles leurs principes, leurs concepts, les grandes lignes de leurs résultats. Nous devons préserver jalousement l'indépen-

dance des Républiques de savants ou de lettrés, que compromet, de l'autre côté du rideau de fer, le souci obsessionnel du service politique ou de la fin révolutionnaire. »

### Humanisme et Optimisme

Face à la mystification marxiste, si l'on veut éviter et de s'en tenir à la simple dénonciation, d'ailleurs « inépuisable », de cette mystification même, et de verser dans cette autre mystification que constituent les fascismes, il faut donc affirmer, peut-on lire dans « *Le Grand Schisme* » (1948), « les valeurs chrétiennes et humanistes ». Affirmation qui ne va pas sans une certaine idée de l'homme, dont on ne saurait dire qu'elle ait jamais été absente de la pensée d'Aron, mais qui assurément, dans la plénitude et la maturité de cette pensée, se voit attribuer un coefficient d'importance bien supérieur à celui que lui accordait le jeune auteur de l'« *Introduction à la Philosophie de l'Histoire* ». En 1938, Aron psychanalysait « ceux qui répètent la formule, qu'ils croient profonde, de la permanence de la nature humaine », et les voyait « souvent plus préoccupés de se justifier eux-mêmes qu'ignorants de la diversité ». Aussi pouvait-il conclure : « Leur résistance devient dès lors intelligible, puisqu'elle traduit une pensée soumise à la volonté et permet d'éviter, en même temps que la prise de conscience, la remise en question de l'existence personnelle ». Les catégories historiques sont présentes « jusque

*L'autonomie de l'esprit qui crée, interroge ou prie.*

dans l'intimité de la personne ». L'unité spécifique de l'humanité ne se saisirait guère qu'au niveau des pulsions, des lois ou mécanismes naturels. Affaire de « constitution anatomique et instinctive ». Rien là qui garantisse « la richesse et le prestige » de l'idée de l'homme. « Qu'il s'agisse d'organisation collective, de conception du monde ou même des catégories rationnelles, la simple observation prouve les changements. Admettons que les catégories s'organisent progressivement en un système définitivement valable, que la situation de l'homme soit, au regard des métaphysiques, fondamentalement la même à toutes les époques : il n'en reste pas moins que les réponses données à la question unique varient avec l'évolution des sciences, des religions et des sociétés ». Et l'auteur de condamner l'« humanisme vulgaire ». Mais en était-il d'autre à ses yeux ?

En 1952, un article assez sévère sur la pensée politique d'Alain formule, à l'égard du théoricien radical, le reproche d'avoir cédé aux facilités de l'extrapolation, en présentant comme applicables à la nature de l'homme ou de la société des remarques valables seulement pour un temps ou pour un régime : « Il est loisible de penser, comme Alain, que les sociétés ne changent pas plus, en leur fond, que la nature des hommes. Encore ne faut-il pas ignorer les diversités, si l'on veut montrer la permanence. Pour surmonter l'histoire, il convient d'abord de la reconnaître ». Mais déjà, semble-t-il, le même texte, va plus loin que la concession ou la permission mêlées à la critique, puisqu'il est porté au crédit d'Alain d'avoir été moins naïf que tant de ses contemporains, « qui voyaient dans la démocratie parlementaire la sécurité collective et la Société des Nations le terme final de l'histoire » : lui du moins « était conscient de la nature de l'homme et des sociétés. Il savait que le premier besoin des hommes est la sécurité, il savait que la civilisation, équilibre précaire des passions et des forces, risque à chaque instant d'être emportée par la violence primitive ». L'explication humaniste, par la nature de l'homme, ses passions éternelles, gagne sans cesse du terrain. « Les hommes sont ce qu'ils sont », dit Aron aux *Colloques de Rheinfelden* (1960). Et encore : « Les Occidentaux n'ont pas de peine à comprendre la tentative totalitaire, si, en dernière analyse, celle-ci n'est que la forme moderne de la tentation de violence et de domination, la technique permettant de rendre la domination totale. » Humanisme solidaire d'un pessimisme alors ? Dans l'« *Opium des Intellectuels* », Aron ne parle-t-il pas des « antiques fatalités du travail et du pouvoir », auxquelles restent soumises « les sociétés rationalisées par la science » ?

Mais avons-nous raison de parler d'humanisme ? L'auteur lui-même n'écarte-t-il pas, en somme, cette interprétation ? « Même si l'on accepte l'immutabilité de la nature humaine, peut-on lire dans le compte rendu des « *Colloques de Rheinfelden* », même si on accepte l'immutabilité de la nature humaine (et pour moi c'est une espèce d'évidence que si on parle de la nature humaine c'est qu'elle ne change pas, c'est une question de définition), la question est de savoir, d'une part à quel niveau d'abstraction se découvre ce que l'on peut appeler la nature humaine, et, deuxième-

ment, dans quelle mesure cette conception peut comporter une sorte de finalité et ne pas être définie par ce que les psychanalystes appelleraient un système de pulsions ». D'un côté, il est vrai que si « nous sommes dans un type de société nouveau », cela « ne signifie pas que beaucoup de problèmes philosophiques ne soient pas exactement les mêmes que dans le passé ». Mais d'un autre côté, « ...même si l'humanité tend à uniformiser ses moyens, une unité historique, spirituelle, sociale, supposerait quelque chose de plus, qui est une unification d'aspiration ou de conception de la vocation de la nature humaine, unification dont il n'y a pas pour l'instant la moindre indication ». Et pourtant.. l'homme ne se définit pas par la seule violence. Dans « *La Société industrielle et la Guerre* » (1959), Aron écrit : « Entre la non-violence dont les sociétés sont incapables et la violence illimitée qui serait un suicide collectif, l'histoire paraît renouvelée en maints de ses traits par les inventions de la science et de l'industrie, mais elle est toujours reconnaissable, marquée par la double nature de l'homme, passionné et capable de raison ». Quoi de plus classiquement humaniste que cette conception de l'homme duplex ? Ceci peut-être, dans le rapport introductif des « Colloques », où la Raison prend une majuscule, et où, malgré l'incertitude volontairement maintenue à la faveur d'une parenthèse, elle apparaît sous son plus traditionnel éclairage : « Comment l'Occident se justifierait-il lui-même, à ses propres yeux et aux yeux des non-Occidentaux, s'il se réduisait à la science qui permet la manipulation des forces naturelles et des êtres sociaux, s'il ignorait, au-delà des sciences et des techniques, la recherche de la Raison, nature essentielle de l'homme et (ou) réalisation à travers l'histoire ? » Si donc la Raison est la composante primordiale de l'homme, comment se fait-il que l'humanité, à certains égards plus unie qu'elle ne le fut jamais (au niveau des moyens, des « éléments rationnels d'organisation économique », ce qui autorise Aron à dégager le concept de « société industrielle »), soit aussi, à d'autres égards si divisée que les conditions mêmes d'un dialogue raisonnable paraissent moins que jamais réalisées ? En vérité, et ici l'humanisme, comme il est normal, reprend le chemin de l'optimisme, un tel dialogue existe déjà : « A l'intérieur des sociétés, même s'il n'y a pas une prise de conscience rationnelle du bien suprême, il y a des consciences imparfaites et obscures du bien suprême. C'est grâce à ces consciences imparfaites du bien suprême et de la nature humaine que l'on peut discuter raisonnablement, même entre gens qui ne se recommandent que de l'opinion. Disons que ceux qui prétendent nier la raison *are not so bad as they believe to be*. D'une certaine façon, eux aussi, bien qu'ils affirment qu'il n'y ait que des opinions et des idéologies, croient à une certaine raison. »

### Une foi et une volonté démocratiques

L'optimisme à long terme d'Aron ne résulte donc pas seulement, quoi que l'auteur lui-même en puisse occasionnellement dire lui-même, d'un tempérament ou de circonstances

biographiques. Il se fonde sur un humanisme rationaliste. La sociologie vient l'étayer, en fournissant le concept de « période primaire d'industrialisation », qui permet d'interpréter les moments où le mal social est le plus aigu comme des phases transitoires, et autorise l'espoir. Dès 1948, dans « *Le Grand Schisme* », Aron écrivait : « Quand un pays se lance dans la carrière industrielle, en une première période, les fabriques appellent à elles le surplus de main-d'œuvre agricole, et les artisans ou indépendants. C'est le temps des transferts massifs et douloureux, la pauvreté plus concentrée et plus scandaleuse sinon plus sordide qu'aux siècles précédents. Marx a dénoncé les cruautés de l'Angleterre ou de la France durant la première moitié du XIX<sup>e</sup> siècle, nous dénonçons celles de la Russie soviétique durant la même phase d'accumulation du capital. A mesure que la production s'accroît, que la productivité du travail augmente, le niveau général de vie s'élève... » La sociologie montre que « le fait décisif de notre époque, ce n'est ni le capitalisme, ni le socialisme, ni les conflits des classes, ni leur effacement en une société hiérarchique et autoritaire, c'est l'aventure de la science et de la technique. » Nous n'oublierons pas pour autant que « ce progrès technique n'entraîne pas de lui-même un progrès moral ou spirituel ». Mais, nous défiant des embellissements rétrospectifs, qui font imaginer comme « d'apaisement et de bonheur » des périodes où, en réalité, « la masse, soumise aux disciplines imposées, percevait à peine de la culture un rayonnement lointain », nous affirmerons : « Seul le progrès technique laisse entrevoir, à l'horizon de l'histoire, une civilisation qui ne serait pas fondée sur l'esclavage ». Le lecteur qui aurait craint que la défense « jalouse » des républiques de savants et de lettrés ne fût inspirée par un égoïsme de mandarin se rassurera donc : le propre de la culture, c'est de vouloir être partagée. L'humanisme optimiste d'Aron ne pouvait pas ne pas commander une foi et une volonté démocratiques. Un article retentissant demandait naguère si la V<sup>e</sup> République « souhaite... former des citoyens, c'est-à-dire des hommes qui se sentent responsables des décisions prises en leur nom et qui réclament le droit de discuter »..

On peut être Européen avec plus de conviction qu'Aron. On peut être plus sévère que lui pour le libéralisme économique. On peut penser que la raison, dont il espère le succès, n'a de forces qu'autant que l'amour l'anime. Mais, pour l'éducation des citoyens, quand on veut construire une démocratie résolument pluraliste et réformiste, peu de voix méritent l'audience qu'il faut consentir à la sienne.

Raymond BALMES.

Introduction à la Philosophie de l'Histoire. Gallimard.

Le Grand Schisme. Gallimard.

La Société industrielle et la Guerre. Plon.

L'Opium des Intellectuels. Calmann-Lévy.

Colloques de Rheinfelden. Calmann-Lévy.

## De Libreville à Fort-Lamy

### Empire, Union, Communauté...

# A L'ÉCOUTE DES AFRICAINS

**E**VOQUANT l'Afrique, la plupart des Français arborent un visage sceptique. On leur a parlé de l'Empire, de l'Union Française, d'une Communauté qui trois fois en deux ans a changé de forme et dont les institutions n'apparaissent guère — épiphénomènes de la Constitution — que d'inutiles organes témoins. Ils savent seulement qu'à une quinzaine de républiques nous versons d'importants subsides. Facilement ils verraient dans ces subsides un caprice du chef de l'Etat, un prétexte à visite comptables et onéreuses de quelques souverains lointains. Bien entendu, ils ignorent les contreparties que la France trouve à ces subsides : avantages tarifaires et contingentaires qui assurent le pain quotidien à nombre de ses ouvriers, et sans lesquels reviendrait aux Japonais ou aux Chinois, voire aux Tchèques la prééminence sur ces marchés. L'image d'Epinal que chaque Français se fait de l'Afrique s'enlumine de couleurs vives et inquiétantes : il y projette en bavures les événements du Congo précédemment Belge. Pour beaucoup de nos compatriotes tout ce continent n'est plus que le théâtre où se joue le plus sinistre des opéras-bouffes. Ah ! On ne la leur fera plus, avec ces sauvages.

Les voyages qu'à longueur d'année j'accomplis à travers l'Afrique, s'inscrivent en faux contre ces clichés. Je rentre de parcourir d'un bout à l'autre l'ex-A.E.F. J'ai longé pendant des centaines de kilomètres le Congo Belge à l'avenir angoissant. C'est un grand malheur que l'O.N.U., congénitalement impuissante, ait été appelée à régler un conflit qu'elle n'a fait que compliquer : les Africains d'expression française auraient, eux, su sans doute apaiser ces sanglantes rivalités de clochers. Car c'est un fait que dans les terres qui furent d'obédience française, règne la paix. Bien des fragilités demeurent, beaucoup d'incertitudes sans doute, le pays est calme pourtant. L'ordre y règne, qui ne correspond pas à toutes nos conceptions, mais qui est un ordre. L'Empire français est passé, l'Union française est défunte, la Communauté n'est plus qu'un mot, mais au bout de ces expériences avortées une œuvre qui est française demeure. Une Afrique qui nous maudit parfois du bout des

lèvres et par snobisme, mais que nous attache un lien d'amour très profond, est aujourd'hui capable de se gouverner elle-même.

### Gabon, en vieille Afrique

Libreville : juste sous l'équateur une ville engloutie par les palmes. On la prendrait pour une station balnéaire. On est très loin des Dakar, des Léopoldville, des Abidjan : ici c'est encore la vieille Afrique. Pas de buildings. Très peu de choses ont changé : une Afrique des *Petits Poèmes en Prose*, avec cocotiers sur la mer et frangipaniers.

La vie est à la mesure de cette oasis. Tout est calme, dans cette Afrique isolée de l'Afrique, le Gabon n'est ouvert que sur la mer : il tourne le dos à son continent. On a souri à Paris quand il prétendait devenir un département français. Pourquoi pas, pourtant ? Spirituellement on est plus près de nos provinces que de Brazzaville. Aucun échange économique avec les Etats voisins. Entre l'Océan et les impénétrables forêts, le Gabon est une île, et avec ses nombreux métis, son élite africaine très policée, quelque chose de créole dans l'atmosphère, ce pays est autant d'Europe que d'Afrique. Il est de partout et de nulle part : le Gabon.

Sa politique a eu ses heures d'agitation, quand s'opposaient les partisans du Président Léon M'Ba et ceux de l'ancien député Jacques Aubame. La sagesse a prévalu. Ces deux hommes politiques qui sont aussi des hommes d'Etat, ont su se réconcilier en un compromis qui fait honneur à leur sagesse. La France y gagne. De même race, en appelant aux mêmes principes, affichant des programmes presque identiques, ces hommes, aussi francophiles et même français l'un que l'autre, n'avaient trouvé pour s'opposer que de mettre en cause la France, les rapports avec notre pays étant l'occasion de leurs surenchères. Désormais réunis, sans opposi-

tion qui compte, rien n'entrave plus une collaboration qu'ils ont au fond toujours souhaitée.

Leur compromis est en apparence très européen. Jacques Aubame a consenti à la prépondérance présidentielle de Léon M'Ba. Le Président M'Ba a donné autant de portefeuilles ministériels à Jacques Aubame qu'à son propre parti, dont le Département des Affaires étrangères qui en Afrique est toujours des plus convoités. Pourtant cette réconciliation a quelque chose de très africain. Son motif principal ne fut-il pas l'identité de race entre les deux leaders ? Tous deux sont des Fang, et ils ont craint que leur querelle provoque l'avènement d'une autre ethnée. Les vieilles sociologies ne sont jamais absentes de la politique africaine la plus actuelle.

Une ombre pourtant, dans ce tableau à l'éclat flatteur : l'attitude des Européens. Je serai peut-être sévère en disant qu'ils évoquent les Belges de Léopoldville voici deux ans. Frustes, brutaux même, qu'ont-ils compris à l'évolution africaine ? Ont-ils saisi qu'ils ne se maintiendraient qu'en s'effaçant ? Savent-ils que le temps de certains roitelets de l'économie est passé ? Entendent-ils l'appel sourd mais irrésistible, même dans ce pays presque vide, des masses africaines ?

### **Dans l'euphorie du Kouilou**

Parler du Congo de Brazzaville est une entreprise difficile. Aucune arête vive. Aucun trait saillant, sinon le surprenant contraste avec l'autre Congo. Celui-ci dresse toujours, de l'autre côté du fleuve, la silhouette californienne de son énorme cité. On sait qu'y règnent le désordre et la peur, avec un cortège de honteuses spéculations et l'orchestration bouffonne de l'O.N.U. Rien n'en déferle à Brazza-

ville, sinon les trafics clandestins sur un franc congolais qu'on négocie à 2,50 au lieu de 5 et la fraude douanière : tout le Congo ex-Belge, pourtant famélique, brade ses dernières ressources pour amasser du C.F.A.

Une fièvre a pourtant saisi le Congo de Brazzaville : le Kouilou. On ne peut s'empêcher de songer à Donogoo. La France a promis le barrage du Kouilou. Elle a, sur les quelque cent milliards d'anciens francs nécessaires, débloqué six cents millions seulement. Qu'importe ! le Kouilou existe. Il est là, les turbines s'affolent. Les usines dressent au ciel leurs cheminées fumantes. Un mirage futuriste a submergé les palmeraies de Brazzaville. ... Un rêve auquel à Brazzaville on espère donner consistance par une sorte de méthode Coué. Chaque image ainsi projetée nous engage plus. A coups de rêve, nous enfanterons sans doute un monstre industriel. A moins que...

...A moins que cette Afrique pourtant si calme ne prenne un autre tournant. Rien n'est tout à fait sûr ici. Rien n'est sûr, sauf le rêve peut-être. Alors on a eu raison.

### **Incertitudes centrafricaines**

Mi-congolaise et mi-tchadienne, la République Centrafricaine est un hybride. Elle doit son existence moins aux anciennes frontières de l'Oubangui qu'à la volonté puissante de Barthélémy Boganda. Dans son tombeau, il demeure encore le meilleur garant de son unité. Rien ne sert de refaire l'histoire avec des « si ». S'il était encore là, peut-être l'histoire du Congo belge. A quoi bon. Il n'est plus.

Est-ce un paradoxe ? L'unité de la République Centrafricaine est un peu faite, maintenant, d'inconsistance. Rien n'y est bien solide, mais tout tient. Le jeune chef d'Etat qui la préside est efficace. Il est intelligent et réfléchi. Mais

*Assurer la cohésion Afrique-Europe par la symbiose économique et l'osmose culturelle.*

quelque chose échappe toujours des mains dans ce pays, quelle que soit la qualité de ses dirigeants. Jamais je n'ai eu peut-être aussi fort le sentiment d'une autre Afrique, latente et mystérieuse, au-delà des villas ministérielles et des magasins bien achalandés... La République Centrafricaine est insaisissable.

Et puis ici, par mille moyens obscurs — et même l'intermédiaire de certains Français — l'U.R.S.S. travaille fort. Tout se passe comme si elle avait choisi cet Etat comme un des prochains terrains de la guerre froide. Les dirigeants actuels de la République lui sont heureusement un obstacle. On peut craindre pourtant...

Car de l'autre côté du fleuve, c'est l'Equateur. De ma fenêtre, je contemple sa rive morte. Une jolie villa se dresse sur la colline, juste en face de moi. L'an dernier, j'en ai envié les occupants. Je leur imaginais une existence paradisiaque. Le soir, je voyais les fenêtres illuminées se refléter dans le fleuve. La nuit, à présent, la maison demeure obscure. Elle est désertée. Mais, tout à coup, alentour, se lève, comme un symbole, le feu de brousse. Il enflamme la colline, incendie de ses lueurs rousses le fleuve. Les arbres ne sont plus que de grands squelettes obscurs sur un fond de braises. Il éteint jusqu'à l'immense clair de lune, désormais invisible. Image d'un autre feu, plus dévastateur.

### Stabilité Tchadienne

Au Tchad, à la saison sèche, on devrait dire : la saison poudreuse. Un énorme soleil écrase une nature assoiffée et grise. Une poussière incolore s'étend par nappes, la gorge est sèche, les lèvres s'irritent et le couchant lui-même n'apporte qu'un apaisement rapide.

L'équilibre du pays contraste avec cette nature inhumaine. Au Tchad, on est à l'euphorie. Les derniers remous des événements politiques de l'hiver s'apaisent. Grâce à une récolte record de coton, la situation est excellente. Cette récolte est le fruit de la sagesse gouvernementale. La politique a su, pour une fois, se mettre au service de l'économie. Sous l'autorité calme, mais croissante, du Président Tombalbaye, le Tchad peut envisager l'avenir. Un avenir où il connaîtra des heures difficiles, même si, sans doute, il doit les surmonter. A l'Est et à l'Ouest, les pressions sont fortes sur un Etat en profondeur assez divisé. Mi-musulman, mi-animiste et chrétien, le Tchad est trop neuf au sentiment national pour que des distorsions ne se fassent sentir. La R.A.U. est bien près, qui voudrait jeter son filet sur toute l'Afrique. Perspectives sombres auxquelles je ne m'arrêterai pourtant pas. J'ai foi en la probité humaine de ce pays pauvre.

Beaucoup de cet avenir dépend de nous. Il nous appartient d'apporter au Tchad au moins la stabilité économique à laquelle il aspire. Son désir est d'obtenir une certaine continuité dans l'aide que nous apportons à la culture du coton. Aspiration légitime, si en regard il offre à la France une stabilité comme débouché de ses produits industriels. Le comprendra-t-on à Paris ?

Comment communiquer en France cet optimisme qui, malgré tout, m'anime, moi, le vieux routier du continent africain ? Qu'il soit justifié ne dépend que de nous, Fran-

çais. Certes, nous avons connu des expériences avortées, mais nous l'avons vu, le bilan en est quand même positif. Il nous appartient qu'il le soit définitivement.

Il suffit pour nous d'oublier un temps les anciennes structures. Il suffit d'oublier des constructions juridiques qui n'ont plus de sens. Il suffit de jouer enfin nos vrais atouts.

### Une tâche grandiose

C'est d'abord l'atout culturel. Nous avons mélangé l'Afrique. Nous lui avons donné une teinte de France qu'elle ne pourra plus jamais effacer. A nous d'entretenir cette coloration. C'est dire que notre influence culturelle demeure un atout dont nous devons entretenir les éléments. Les Africains le demandent avec insistance.

Le second atout est la symbiose économique. On ne peut savoir comme, lues en Afrique, les motions de certains intellectuels apparaissent déphasées ! Qu'ils aillent donc à l'école des réalités africaines ! Mais laissons cela. Or que réclament-ils, ces hommes d'Etats africains, qui eux se sont formés dans les vrais débats de la politique ? La consolidation de cette symbiose économique qui, au-delà des fragiles constructions institutionnelles, assure une cohésion profonde entre l'Afrique et l'Europe. Ils demandent une organisation des marchés. Ils demandent des contrats de longue durée, où nous leur assurerons un débouché sûr et privilégié en échange des avantages qu'ils nous concéderont sur le plan contingentaire et tarifaire. Voilà ce que doivent signifier les accords de coopération, et on s'étonne que certains départements ministériels français soient aussi réticents à y accéder. Il n'y a pas là domination camouflée comme le veut la logomachie de certains ignorants, mais réciprocité vers la conquête d'un mieux-être pour le paysan africain et la garantie du pain quotidien pour beaucoup de nos ouvriers.

Pour cette œuvre qui nous attend, pour cette Afrique qui nous appelle, nous aurions pourtant besoin de toutes nos forces vives. Beaucoup de choses sont à repenser qui réclament notre imagination créatrice, ne fût-ce que les structures de la zone franc, mal adaptées aux nouvelles indépendances. Contre le cartérisme des capitalistes et les fausses générosités de faux intellectuels, dont les offensives se conjuguent si étroitement que leur ressemblance paraît n'être pas accidentelle, mais essentielle, nous avons un combat à mener. Ces offensives auront en tout cas l'une et l'autre ce même résultat d'empêcher en Afrique tout investissement. Pendant bien des centaines de kilomètres, j'ai longé l'ancien Congo belge : nul ne peut souhaiter que son sort s'étende à une Afrique d'expression française qui a si bien su s'en préserver. Une fois de plus, c'est d'Afrique que nous viennent les leçons de la sagesse, quand le Président Mamadou Dia met en garde une certaine gauche française contre ses erreurs dues à l'ignorance. Contribuer à la naissance d'un monde qui, par-delà les communautés artificielles, serait, par l'osmose culturelle et la symbiose économique conjuguées, comme une grande fraternité intercontinentale, l'idéal n'est-il pas exaltant ? L'Afrique a déjà répondu, à la France et à l'Europe de savoir ne pas se dérober.

Georges LE BRUN KERIS.

# Il faut parler à l'armée

*Les « Groupes Rencontres », qui s'efforcent de réunir des personnes d'origine, d'opinions et de professions différentes pour les amener à discuter ensemble des problèmes qui les divisent, comptent parmi leurs participants de nombreux officiers.*

*Nous avons demandé à l'un des animateurs de ces groupes de nous dire ce qu'il pense de l'état actuel de l'armée. Il nous a transmis l'article que l'on trouvera ci-dessous qui reflète son opinion strictement personnelle.*

**C'**EST avec beaucoup de scrupule que je me suis lancé dans la rédaction de cet article, avec beaucoup d'inquiétude aussi. Ne vais-je pas, en parlant de l'armée, en disant ce que je pense d'elle, m'exposer à provoquer contre moi la colère des officiers que je connais et celle d'autres que je ne connais pas ? Ne vais-je pas au contraire m'aliéner la sympathie de mes amis civils ? Ne vais-je pas surtout compromettre l'œuvre dans laquelle nous nous sommes engagés quelques camarades et moi, il y a plus de trois ans et demi ?

Si, aujourd'hui, je me décide à transgresser la règle du silence que nous nous étions imposée, c'est parce que je pense que l'heure est venue pour la santé de l'armée et celle de la nation même d'instituer entre l'une et l'autre un dialogue généralisé et confiant.

## **Le malaise de l'armée.**

L'armée est malade. Les journées d'avril 1961 et plus encore celles qui ont suivi, en ont donné une preuve éclatante. Toutes les informations que l'on a pu recueillir alors ont confirmé qu'à ce moment-là, l'armée française, pour laquelle l'unité constituait un idéal qui avait pris la force d'un mythe, était déchirée, « en morceaux ».

Au niveau des cadres de l'armée d'active, des conflits étaient nés non seulement entre officiers qui avaient fait des choix différents, mais aussi entre ceux qui avaient pris des risques, et leurs sympathisants, qui n'avaient pas bougé. Quant aux attentistes, ils étaient attaqués par tout le monde. L'atmosphère, dans de nombreuses unités, était devenue « irrespirable ». Les officiers d'un régiment de cavalerie auraient demandé alors la dissolution de leur régiment, la cohabitation étant devenue impossible tant les conflits étaient exaspérés. Les vieilles rancunes reparaissaient, qu'il s'agisse des querelles issues des événements de 1940-1945 ou de celles qui opposent officiers de « tradition » et officiers modernistes.

Dans les rapports entre cadres d'active et hommes du contingent, une tension très forte était apparue. Les premiers toléraient mal que les règles de la discipline puissent être remises en question. Ils s'indignaient que dans certaines unités

fonctionnent, paraît-il, des espèces de soviets de soldats. Beaucoup estimaient et estiment encore que la démonstration est faite que le noyautage communiste de l'armée, préparé de longue date, est maintenant très avancé. Les hommes du contingent, pour leur part, avaient et ont tendance à demander une épuration massive et supportaient mal les tentatives de reprise en mains.

Cet éclatement de l'armée n'avait pu prendre des proportions aussi graves que parce que, au moins dans une certaine partie de ses membres, le corps des officiers peut être tenu pour psychologiquement atteint.

Les épreuves, depuis vingt ans, ont été trop dures. Les souffrances, inhérentes sans doute à toute guerre, se sont succédé et répétées au point de dépasser les limites que peut supporter sans dommage pour son équilibre nerveux un homme normal. Dans son mode de vie même, l'officier a été profondément marqué en raison, notamment, de l'insuffisance des rémunérations, d'autant plus mal supportée que le besoin d'amélioration du niveau de vie existe dans l'armée comme ailleurs malgré certaines professions de foi spartiates. Le nomadisme continu, les séparations répétées ont entraîné, sur le plan familial et affectif, des conséquences graves dans les milieux militaires où la morale traditionnelle est restée forte. Sur le plan du prestige, les militaires souffrent profondément. Ils ressentent un sentiment d'abandon de la part de la nation française et également un sentiment, d'ailleurs longtemps inexact, d'impopularité. Ils se sont cru haïs, ce qui n'était certainement pas vrai, et méprisés, ce qui n'était sûrement pas général.

Pendant et après le putsch, toutes les passions, tous les complexes, longtemps maîtrisés, ont eu tendance à jouer. C'est alors qu'est apparue au grand jour la maladie de l'armée.

## **Le drame de l'armée. c'est le drame de la France**

L'armée est malade, mais les causes de cette maladie sont honorables. Cela paraît évident en ce qui concerne les raisons immédiates, ces souffrances de tous ordres qui viennent

d'être énumérées. Quel surhomme osera soutenir qu'il n'est pas normal dans de telles conditions d'être malade pour un temps ? Il faut simplement ajouter que les marques de ces épreuves sont beaucoup plus profondes que ne peuvent l'imaginer ceux qui n'ont pas eu l'occasion de vivre en contact étroit avec les milieux militaires et qu'il ne suffit pas de quelques formules polies ou compréhensives pour les effacer.

Mais si l'on veut trouver les causes profondes de cette maladie de l'armée, il faut aller plus loin. Si les militaires ont eu à endurer de telles souffrances, c'est que la France les avait envoyés là où ils étaient, parce qu'elle était elle-même confrontée aux problèmes dramatiques que pose, depuis 1940, l'évolution du monde : la lutte contre le nazisme, le réveil des nationalismes asiatique et africain, la décolonisation, le sous-développement des deux tiers du monde, la volonté d'expansion du communisme, le conflit Est-Ouest et cela au moment même où la France, à l'intérieur de son hexagone, se réveillait, croyait à l'avenir et construisait l'Europe.

Alors que les intellectuels analysaient, décriaient et souvent d'ailleurs prévoyaient cette évolution, les militaires, eux, la vivaient totalement. Ils ne disposaient ni des moyens d'information, ni du temps, ni du recul pour la saisir dans son ensemble. L'action les pressait tout entiers. Ils faisaient l'Histoire, mais ils étaient broyés par elle. Et cette Histoire était douloureuse, passionnée, déchirante parce que, je le dis au risque de passer pour un chauviniste attardé, cette Histoire était assumée par la France. Comme ils l'ont fait tout au long de leur Histoire, les Français de la moitié du XX<sup>e</sup> siècle ont accepté de se déchirer entre eux et d'être individuellement déchirés au nom de grands principes. Comme au temps des guerres de religion, de la révolution de 1789, de celle de 1848, de la Commune, de l'affaire Dreyfus, de la séparation de l'Eglise et de l'Etat, de la Résistance, les Français ont voulu poser en termes généraux, universels, les problèmes auxquels ils étaient confrontés et qui, certes, n'étaient pas simples : l'Indochine, l'Afrique noire et surtout l'Algérie, ce problème des problèmes de la décolonisation. Au sein de l'armée, dans l'âme de chaque officier, ces problèmes se sont trouvés posés dans leur immédiate complexité et la solution n'en pouvait être différée. Le vieux conflit entre l'efficacité et la morale a pris pour ces hommes qui avaient à faire face à une forme de guerre, par certains aspects, totalement nouvelle, une virulence qu'il n'avait peut-être jamais connue.

Je puis bien dire que j'ai assisté à de nombreuses discussions sur la torture qui opposaient des civils et des militaires et que j'en ai gardé un souvenir accablant tant l'exaltation s'emparait alors de la plupart des participants, certains civils justifiant d'ailleurs parfois la torture et de nombreux militaires la condamnant.

Mais, à la réflexion, je me dis que ce spectacle présentait quelque chose de réconfortant. La violence d'un tel débat, portant en somme sur la souffrance et sur la dignité des autres, prouvait à quel point les Français, qu'ils soient civils ou militaires, continuaient, dans leur immense majorité, à être hantés par les grands problèmes de l'homme : le respect de la personne, l'honneur de la collectivité.

Voilà pourquoi je pense que si l'armée est malade, elle a des raisons valables et honorables de l'être.

Malade, l'armée l'est-elle au point qu'elle ne puisse s'en remettre ?

Les réponses pessimistes ne manquent pas. Pousant leur raisonnement jusqu'au bout du désespoir, certains militaires estiment qu'il n'y a plus et qu'il n'y aura plus jamais d'armée française, et qu'il n'y aura plus personne d'ailleurs pour s'opposer au communisme qui tirera sûrement le plus grand profit de cette situation. D'autres pensent, les uns pour s'en réjouir, les autres pour le déplorer, que les ferments de mécontentement sont si puissants que l'armée se trouvera un jour unanime pour renverser le pouvoir et instituer une dictature de type franquiste, ce jour étant très probablement celui de la disparition du général de Gaulle.

Ceux-là savent que les effets déformants des épreuves que l'on a décrites ont été considérablement aggravés par la diffusion au sein de l'armée de théories qui ne peuvent conduire, si l'on n'y prend garde, qu'à ces extrémités.

Marqués par les épreuves, hantés par leurs souvenirs, quelques militaires français ont adopté certaines théories qui, poussées jusqu'à l'extrême, ont contribué à transformer en maladie ce qui n'a été longtemps qu'un malaise.

Ces théories ont été systématisées, simplifiées, organisées en un véritable corps de doctrine par quelques-uns. La diffusion patiente et par moments semi-officielle de cette doctrine a fini par imprégner sans qu'ils s'en rendent compte, de larges secteurs de l'armée.

C'est en invoquant ces conceptions et aussi l'honneur, la parole donnée aux Algériens chrétiens et musulmans que des chefs et des officiers de grande valeur se sont dressés contre un Etat dont personne ne peut sérieusement nier la légitimité.

Et pourtant, ces théories prises en elles-mêmes étaient pour la plupart fort défendables, notamment les plus connues, la guerre révolutionnaire, l'unité de l'armée et aussi l'Algérie française. L'idée de guerre révolutionnaire procédait d'une conception de stratégie globale qui est en fait celle de M. Kennedy lui-même. Si les remèdes proposés sont différents de ceux que retient le Président des Etats-Unis, le diagnostic est le même. On voit d'autre part maintenant que l'armée est en « morceaux », pourquoi le thème de l'unité de l'armée était et devait être employé, à condition de ne pas être déformé, « gauchi » à leur profit par les plus durs. Sans doute, la formule « Algérie française » paraît-elle dépassée, mais à l'heure des difficultés d'Evian qui peut se vanter d'avoir trouvé la solution idéale au problème algérien ?

D'autres théories, moins souvent divulguées mais autrement pernicieuses se joignant à celles-là, ont conduit quelques officiers à la conclusion que le devoir était de renverser le pouvoir : la vieille haine de la démocratie qui subsiste chez quelques-uns, l'anticommunisme qui revêt chez beaucoup un aspect obsessionnel, la théorie des minorités agissantes.

C'est ainsi que, peu à peu, vivant pour certains dans un extraordinaire climat de Résistance à rebours dans laquelle de Gaulle serait Hitler, les anciens pétainistes, les résistants,

et la police, la Gestapo, quelques militaires en sont venus à accepter de commettre ce crime qu'aucun Etat, qu'aucune nation ne peut supporter : utiliser les armes remises par la nation elle-même contre la nation, pour imposer la politique dite « de l'armée ».

Pendant quelques jours, au moment des événements du 24 janvier 1960 et surtout du 22 avril 1961, on a pu se demander s'ils n'allaient pas entraîner l'armée tout entière. Le fait est que, malgré quelques déchirantes hésitations, l'armée dans son ensemble est restée dans la légalité. Malheureusement cette situation irait en s'aggravant, si l'on en croit certains témoignages : on aurait, en effet, laissé s'instaurer un tel climat de mesquinerie qu'il risquerait de se trouver demain derrière un Salan, plus de militaires qu'il n'y en eut derrière Challe.

### Les raisons d'espérer

Cette terrible perversion du sens du devoir, chez quelques-uns des officiers, les hésitations d'autres, beaucoup plus nombreux, n'ont pu se produire que parce que, dans sa quasi-totalité, l'armée ignore ce que sont la France et les Français de 1961. Beaucoup ont pu croire que la nation, ou bien partageait leur point de vue, ou vivait dans l'inconscience et le confort au point qu'il ne fallait plus tenir compte d'elle.

C'est là, je crois, que se trouve la cause principale de nos maux et aussi l'un des remèdes les plus efficaces à la crise de l'armée. Sans doute en est-il d'autres, l'autorité, les ordres précis, l'amélioration des conditions de vie qui relèvent tous des pouvoirs publics. Mais la disparition du complexe d'éloignement de l'armée et des erreurs catastrophiques qu'il entraîne ne peut venir que de l'initiative des Français eux-mêmes. Car il faut que les officiers puissent savoir personnellement, concrètement, ce qu'est leur patrie, qu'elle n'est pas dégénérée et qu'à côté de beaucoup de faiblesses, ce pays possède en lui, dans tous les domaines, des ressources qui en font en puissance un pays d'avenir, sans doute le pays d'avenir de l'Europe.

Il faut qu'ils sachent ou plutôt qu'ils voient que les deux grandes réussites de notre pays dans les dernières décades, le code de la famille et le plan Monnet rendent possible, si l'on passe le cap difficile, un bel avenir qui permettra, si on le veut, toutes les constructions plurinationales, voir supranationales, l'Europe et le grand ensemble eurafricain par exemple. Il faut surtout qu'ils constatent que durant les mêmes décades se sont formés dans tous les milieux, dans tous les secteurs, des cadres et des militants d'une qualité impressionnante qui ressemblent d'ailleurs étrangement à ces militaires, dont ils se croient parfois les ennemis et que ces militaires, pour leur part, prennent souvent pour des traîtres.

Quand les uns et les autres se seront rencontrés et reconnus, la maladie de l'armée aura singulièrement perdu de sa virulence.

Certes, aussi longtemps que le problème algérien ne sera pas résolu, qu'il ne sera pas prouvé que l'abandon de la

souveraineté n'implique pas l'abandon physique des personnes au massacre, comme sur les plateaux moïs ou dans les plaines indochinoises, les quelques ultras fanatiques qui demeurent et demeureront toujours dans l'armée garderont leurs chances d'entraîner celle-ci dans de tragiques aventures, malgré les officiers libéraux qui sont pourtant beaucoup plus nombreux qu'eux.

Mais ceux-ci, qui connaissent aussi leur drame au sein de l'armée, auront des chances de plus en plus fortes d'éviter le pire, au fur et à mesure que les contacts entre l'armée et la nation se développeront.

Mais il faut agir vite.

Ces contacts, cependant, ne seront pas spontanés. Le pouvoir, s'il peut les faciliter, ne peut les susciter. Ils ne peuvent naître, j'en suis persuadé, que de la seule initiative individuelle des Français.

De tels contacts sont possibles; voire faciles. Depuis trois ans et demi qu'ils existent, les Groupes Rencontres ont rassemblé dans une centaine de réunions, d'importance diverse, plus de 400 personnes de milieux, de formations et d'opinions fort variées, dont une centaine d'officiers. Malgré le 13 mai, le 24 janvier et le 22 avril, le dialogue entre civils et militaires, dont les points de vue n'étaient pas, dans bien des cas, concordants, n'a jamais été rompu.

Certes, il a fallu progresser lentement, employer un grand luxe de précautions oratoires, malgré l'impatience de certains d'entre nous qui estimaient que nous prenions avec les officiers bien trop de ménagements.

Mais le résultat, pour modeste qu'il soit, paraît tout de même probant. L'échange a été fructueux pour les deux parties.

Nous savons que de nombreux, très nombreux militaires, partout en France comme en Algérie, désirent profondément faire corps avec la nation. Peut-être notre exemple inciterait-il de nouvelles personnes en province notamment à aller vers eux, simplement, amicalement (\*).

Si l'on veut guérir l'armée, il faut d'abord la sortir de son ghetto. Mais, hélas ! il existe en France d'autres ghettos. Les agriculteurs, de nombreux commerçants, les Français d'Algérie, les Universitaires, bien d'autres encore ressentent ce sentiment d'abandon dont souffrent si profondément les militaires.

On peut bien dire que, de ce point de vue, la Nation elle-même est malade. Mais, là aussi, les remèdes techniques et politiques ne pourront jouer que lorsque sera repris le dialogue entre tous les Français, dans un esprit de compréhension réciproque, de recherche de ce qui, au-delà des divergences nécessaires, reste en dépit de tout, commun.

★ ★ ★

(\*) Déjà, à la suite de la publication dans « Le Monde » du 17 mai 1961 d'un article consacré à nos activités, nous sont parvenues plus de 40 lettres dont les auteurs, pour la moitié provinciaux, nous faisaient connaître leur accord sur les principes de notre action et leur désir de s'y associer.

Les Groupes Rencontres, 9, rue Froidevaux, Paris (14<sup>e</sup>).

# GARY COOPER

*Dans 10 ou 20 ans, les spectateurs se souviendront*

Dans cette salle de quartier, ce soir-là, quelle bande projetait-on ? Je ne me souviens plus : c'était un film avec Gary Cooper ; c'était aussi une semaine ou deux après la mort du grand acteur américain. Public tranquille d'un soir en semaine, public de jeunes et de moins jeunes qui retinrent leur souffle — et cela se sentit pendant quelques secondes d'un profond silence — lorsque le grand cow-boy flegmatique surgit sur l'écran ; à cet instant, dans l'obscurité de la salle, pas un spectateur n'acceptait de croire à sa mort.

Pourtant, comme tout le monde, ce public populaire avait bien lu les journaux et les magazines : ces spectateurs anonymes qui m'entouraient, ce soir-là, savaient tout sur sa vie. Ils savaient à quel âge le jeune Cooper avait vécu dans le ranch paternel du Montana, dans quelles circonstances il avait gardé quelque 500 bêtes à cornes, pourquoi, tapi derrière les fourrés de la forêt, il avait épié les chevreuils, les rats musqués et les oies sauvages. Ils savaient que le jeune Cooper avait été élevé aussi à Helena — « L'Etape de la dernière chance » — dans un monde encore traversé par les diligences et jalonné par les saloons. Ils savaient comment Gary Cooper, après avoir voulu gagner sa vie comme dessinateur, s'était finalement fait embaucher dans les studios d'Hollywood pour y jouer les casse-cou devant les caméras. La meilleure preuve qu'ils le savaient ?... Près de moi, dans cette salle d'un lundi soir, une dame se pencha vers son mari et lui expliqua : « Il gagnait 4.000 francs pour tomber de cheval, tu te rends compte ? »

Pas un ne voulait croire à sa mort. Pourquoi ? Parce qu'ils le comprenaient si bien ! Pour eux, Gary Cooper était peut-être une vedette, mais aussi davantage qu'une vedette : il était un cow-boy. LE cow-boy, si vous voulez. Le cow-boy auquel ils avaient rêvé, durant leur enfance, parce que ce cow-boy représentait la sécurité, la justice, l'évasion et parce que la sécurité, la justice et l'évasion sont des valeurs qui comptent essentiellement dans le domaine de l'enfance.

## AU-DELA DE L'ACTEUR : UNE AME...

Grâce à Gary Cooper, le cheminot de la banlieue parisienne, le mineur de Lens, le métallurgiste de Detroit, le commerçant de Londres, l'employé de Tokyo, le paysan de Catalogne, le

marin d'Anvers, le comptable de New York, le travailleur du bâtiment de Milan se comprenaient. Grâce à lui. Parce que Gary Cooper traduisait certains de leurs rêves communs. « *Le train sifflera trois fois* », « *L'Homme de l'Ouest* », « *L'extravagant Mr. Deeds* », « *Les Conquérants* », « *La loi du Seigneur* », « *Vera-Cruz* », « *La Colline des potences* » : Il tourna une centaine de films en trente-cinq ans de carrière, cent films qui rapportèrent cent milliards aux Etats-Unis. Mais, à l'exception d'une dizaine d'entre eux, on pouvait confondre ses films : cela n'avait guère d'importance ! Ils étaient avant tout des films « avec Gary Cooper », et c'est bien cela, et cela seul, qui comptait.

Juché sur ses longues jambes qui n'en finissaient plus, l'allure un peu dégingandée, le visage presque immobile, simplement éclairé et transformé par la clarté d'un regard où tous les sentiments, toutes les nuances pouvaient filtrer et parler : dès qu'il apparaissait sur l'écran, un dé clic semblait fonctionner et le phénomène opérait aussitôt. Etait-ce l'homme, le cow-boy, l'acteur, le pionnier qu'admirait le public ? Les quatre ensemble, sans doute. Si l'on avait alors interrogé cent spectateurs, combien d'entre eux auraient été capables de dire qu'au-delà de l'homme, de l'acteur ou du cow-boy, c'était une âme qu'ils découvraient, un monde mystérieux qu'ils avaient l'impression de pouvoir toucher ? Gary Cooper leur apportait cela aussi.

## DANS DIX OU VINGT ANS...

Après Power, après Flynn, après Gable, Gary Cooper est mort et avec cette nouvelle disparition, Hollywood s'éteint un peu plus encore. A sa façon de monstre sacré, Gary Cooper était Hollywood ; à sa façon aussi, il appartenait à l'Histoire du Cinéma (combien, au début de sa carrière, a-t-il tourné de ces petits westerns sans prétention et « à la va-vite », sans même changer de décor ?). Aujourd'hui, le cow-boy est mort, mais dans dix ou vingt ans, des dizaines de millions de spectateurs se souviendront encore de cet étrange acteur qui ressemblait tant aux personnages de ses rôles. De ces personnages qu'il incarnait et qui ressemblaient tant à l'étrange acteur.

Alain CURLY.

## Édouard MANET à MARSEILLE

**G**RACE à Van Gogh, Modigliani, Picasso, Rouault, les grandes expositions d'été, organisées par la Ville de Marseille ont atteint une vaste notoriété et elles s'inscrivent au calendrier des manifestations artistiques de qualité dont l'audience dépasse le cadre d'une région.

Cette année, une grande partie de l'œuvre d'Édouard Manet est accrochée aux cimaises du Musée Cantini, entièrement rénové et pourvu d'un éclairage spécialement étudié pour ses salles.

C'était un projet d'une belle hardiesse que de vouloir réunir un certain nombre d'œuvres connues ou peu connues de ce précurseur de la peinture moderne, dont le talent fut si discuté à la fin du XIX<sup>e</sup> siècle. Le succès retentissant obtenu par cette manifestation fait la preuve de sa valeur et de son importance.

Il n'y avait pas eu en France d'exposition Manet depuis la fameuse rétrospective de l'Orangerie, à Paris, en 1932. C'est dire l'intérêt que présente l'exposition du Musée Cantini.

Une entreprise comme celle de l'Orangerie, est maintenant impossible à réaliser. Les toiles de Manet (350 environ), dispersées dans le monde entier, d'une très grande fragilité, sont pour la plupart intransportables.

Le choix judicieux des trente-sept peintures, des quinze dessins, gravures et documents, retrace toutes les étapes de la carrière de l'artiste, dont l'évolution est facile à suivre.

De ses débuts : les copies d'après les maîtres, notamment celle de la Vénus d'Urbain, qui renferme tous les éléments de la célèbre « Olympia » qui suscita un si grand scandale. L'admirable portrait de M. et Mme Auguste Manet, ses parents, est bien représentatif de la tradition bourgeoise de cette époque.

*Le café-concert. 1879.*

Détail sentimental, cette toile ne quitta jamais l'atelier de l'artiste.

Avec « La lecture », un des très beaux tableaux prêtés par le Musée du Louvre, dans une symphonie de gris bleutés et vaporeux, nous retrouvons le cercle familial : Suzanne Leenhoff et son fils qui servirent de modèle. Une des rares œuvres de plein air « La Plage » a été enlevée en une seule séance de travail et parachèvement en atelier.

Tous les amis qui jouèrent un si grand rôle dans sa vie sont là également : Mallarmé, Baudelaire, Antonin Proust, son inséparable camarade d'enfance ; les femmes dont Manet se plut à être entouré : Berthe Morisot qu'il immortalisa par une dizaine de portraits ; Isabelle Lemonnier ; la célèbre Mery Laurent.

Nous pouvons admirer « L'esquisse du Bar des Folies-Bergère », « La serveuse de bocks », « Le café concert », « L'enfant dans les géraniums », dans lesquels l'artiste adopta la palette des tons purs des impressionnistes.

« L'évasion de Rochefort », mer de fantaisie, traitée avec brio, dont le sujet était d'actualité.

Dans l'immobilité que lui imposa sa maladie, Manet se plut à peindre les objets et les êtres qui l'entouraient : portrait de sa mère, natures mortes, bouquets de fleurs, etc. Tenté par le pastel, il exécuta à la même époque de très beaux portraits dont celui de Suzon : le modèle du Bar des Folies-Bergère.

Châtons, plus modestes, les dessins et les œuvres gravées complètent parfaitement l'exposition et permettent de présenter un panorama des divers aspects du génie d'Édouard Manet.

S. C.

*« On peut dater de Manet la rupture qui marque la naissance de l'art moderne. Et cela pour deux raisons. D'abord, parce qu'avec Manet commence le divorce entre le public et l'« art maudit »... Ensuite, parce que la peinture de Manet ne prétend pas à autre chose que d'être peinture. Et c'est là une notion neuve... »*

Jean CASSOU.

## Les Français d'Algérie

de Pierre NORA

**V**OICI parmi les nombreux livres consacrés au problème d'Algérie l'un de ceux dont la lecture est indispensable. Il apporte en effet des éléments d'information et de réflexion sur une question que, tour à tour, des intérêts précis ou des sentiments tabous, le fanatisme des uns ou l'indifférence des autres, ont le plus souvent empêché d'approfondir. Il est de surcroît précédé d'une précieuse introduction de Ch.-A. Julien qui brosse de façon magistrale l'histoire de cent trenté ans de colonisation.

L'auteur est un jeune universitaire rentré récemment d'une mission d'enseignement en Algérie. Historien, sociologue, redoutable polémiste, Pierre Nora est aussi un écrivain de grand talent. Il a su recréer, parfois de manière presque insoutenable, le climat pesant et trouble qui préside là-bas aux relations entre les diverses communautés.

Déjà, dans « L'Etranger » d'Albert Camus, — et Pierre Nora ne manque pas de le rappeler au passage, — la splendeur physique des rivages méditerranéens et l'ardeur implacable du soleil ne faisaient que porter à son paroxysme « un malheur de vivre » où notre auteur voit le fruit d'une lourde histoire. « La France algérienne est malade, elle sent le pourri » (p. 50). Les communautés européenne et musulmane forment une société moins « composite » que « décomposée », l'oppression corrompant le maître autant qu'elle détruit la personnalité de l'esclave.

Le réquisitoire n'épargne personne. « Les pires époques de réaction en Algérie furent... celles mêmes où la gauche fut en France au pouvoir et ce ne sont pas seulement celles du passé récent » (p. 104). Albert Camus et Germaine Tillion sont rudement fustigés. Quant aux libéraux d'Algérie, hommage est rendu à leur générosité et à leur courage, mais « pour être restés des nationalistes français » (p. 228), ils étaient, pour l'auteur, « condamnés à la solitude et à l'impuissance ».

Les réactions ne pouvaient manquer d'être vives. Jean Lacouture a, dans « Le Monde », dénoncé la stérilité de cet « anticolonialiste abstrait », de cet « intégrisme révolutionnaire ». Germaine Tillion, dans « L'Express », refuse « le péché originel » et « les excommunications ». Elle n'accepte pas que les enfants des colonisateurs aient à porter le poids des fautes de leurs pères.

Certes, le livre a contre lui d'avoir été publié à la veille de la conférence d'Evian et son auteur, de ne pas s'embarasser de précautions politiques ou diplomatiques. « Au service d'une psychologie de l'imaginaire, où l'inconscience nourrit leur irréalisme historique, les Français d'Algérie ont développé une ruse de malade et d'enfant, un réalisme de grands fauves » (p. 238) pour échapper à l'inéluctable, c'est-à-dire à l'indépendance de l'Algérie. Conclusion pratique : « Rien n'est plus inutile que d'habituer les Français d'Algérie à l'idée anémiant qu'ils vont être « bradés ». Il faut qu'ils voient la chose faite » (p. 239).

Il faut admettre qu'il entre quelque outrance dans ce dernier conseil, même si la première observation, au regard de ce que nous avons vécu ces dernières années, est criante de vérité. Encore convient-il de conserver présentes à l'esprit deux séries de considérations.

Les partisans de « l'Algérie française » ne pouvaient indéfiniment fabriquer des mythologies grossières, ni impunément faire retentir le forum et le prétoire des protestations, aussi vertueuses que mal fondées, de l'innocence et du patriotisme outragés, sans s'attirer quelque jour d'un « jeune homme en colère » une réplique cinglante et radicale. « La complaisance a tragiquement compromis la métropole », écrit P. Nora (p. 233), acharné à dénoncer les fausses symétries (les travailleurs algériens de France, les colons français d'Algérie, par exemple) et les fausses solutions (« l'économie » ou le « moralisme ») qui empêchent d'aller au cœur du problème.

En outre, ce serait, croyons-nous, une erreur d'accuser l'auteur de vouloir la mort du pêcheur et celle des enfants des pêcheurs. Il préconise seulement le changement d'une situation politique vicieuse, condition indispensable à l'édification d'une société nouvelle, habitable pour les Algériens de souche musulmane et pour une fraction importante de la population de souche européenne. A la faveur de ce « New-Deal », la coopération retrouverait toutes ses chances, celles liées aux conditions modernes du développement économique et celles héritées d'une tradition méditerranéenne bien antérieure à 1830.

Mais il reste à trouver le moyen de sortir de la tragique impasse où, avec les Français d'Algérie, nous nous trouvons enfermés. S'il convient toujours d'analyser en toute lucidité et netteté les données actuelles du problème et d'accepter les solutions finales auxquelles conduit cet examen, le plus urgent, au point où nous en sommes, serait de choisir l'itinéraire et les étapes les moins douloureux. La polémique peut parfois contribuer à crever la surface des choses et à détruire de néfastes illusions. Mais l'heure est venue aujourd'hui d'aller plus loin et, plutôt que de contribuer au renforce-

ment mutuel des jusqu'aboutistes, de continuer à croire, même dans la nuit, que la sagesse, elle aussi, est contagieuse.

Jean AUBRY.

(Julliard.)

## Front Populaire 1936

de L. BODIN et J. TOUCHARD

« L'ACCUMULATION des « batailles perdues » explique en partie que l'esprit de 1936 se soit effacé, et qu'il paraisse, dans les circonstances présentes, impossible de faire revivre le Front Populaire autrement que dans un livre d'images. »

Ce regret clôt l'ouvrage de Jean Touchard et Louis Bodin. « Front Populaire 1936 » (1). Un livre sur le Front Populaire de 1936 peut-il se terminer autrement que sur un accord mineur et sur un point d'orgue ?

En vérité 1936 est un mythe. Chacun essaie de l'exploiter à son profit et de recomposer l'histoire à son image. Jean Touchard et Louis Bodin, ont essayé de comprendre ce mythe sans le détruire ni le glorifier.

Saisir l'esprit de 1936 à travers la presse de l'époque, tel est le projet des auteurs.

« Le bilan du Front Populaire ne s'évalue pas seulement au nombre des lois votées ou des décrets signés ; l'essentiel même semble être d'un autre ordre ; ce qui fait l'originalité de cette période et sa valeur de référence, sinon sa richesse, n'est-ce pas un certain esprit ? Comme il y eut un esprit de 1848, il y a un esprit de 1936, qui anime tout un rituel de rassemblements et de cortèges, de slogans et de chants, de gestes et de drapaux ». Esprit qui est foi dans l'homme, confiance dans les vertus populaires, exaltation de la nature, culte de la jeunesse, idéalisme, désir de la paix et de la justice.

La France est divisée en deux camps, et le clivage est mis en relief par le soutien plus ou moins ferme d'un groupe de journaux à l'égard du Front Populaire auquel répond l'hostilité très vive d'un autre groupe. Les deux camps s'affrontent avec violence.

Charles Maurras, dans *L'Action Française*, s'acharne sur Léon Blum, « ce juif allemand naturalisé ou fils de naturalisé... monstre de la République démocratique... Rircocerf de la dialectique, heimatlos... détritus humain... C'est un homme à fusiller, mais dans le dos... »

Mais les deux blocs eux-mêmes ne sont pas sans fissures. Et Robert Brasillach d'adresser une « lettre aux cocus de la droite, ces éternels maris trompés de la politique », qui ont approuvé la dissolution de la ligue d'Action française et de la Fédération des camelots du roi.

De l'autre côté, les socialistes au pouvoir, en définitive sont assez seuls et inquiets. Les communistes refusent l'offre de participation au gouvernement, exploitent à leur profit le succès du Front Populaire tout en essayant de ne pas affoler l'opinion : « il faut savoir consentir aux compromis... Nous sommes des léninistes, non des aventuriers. » (Thorez.)

Quant aux radicaux... en cherchant à rassurer l'opinion, ils se rassurent surtout eux-mêmes.

Entre les deux blocs il n'y a pratiquement rien. « Le désarroi des uns est pitoyable... L'espoir des autres me remplirait d'effroi si j'étais de ceux qui doivent y répondre ». C'est ainsi qu'Emmanuel Mounier, dans *Esprit*, parle de l'« effarant simplisme » de la « mystique Front Populaire. ».

Les thèmes idéologiques naissent, se développent et s'effacent au fur et à mesure des événements des « préparatifs » jusqu'à « l'échec », à travers « la victoire », le « ministère des masses », et les « réalisations ». Et cet essai est aussi un précieux livre d'histoire.

« Le Front Populaire est une idéologie avant d'être une politique, et c'est précisément le passage de l'idéologie à la politique qui constitue la difficulté principale de l'expérience ». Sans doute, et nos auteurs ne manquent pas d'humour pour faire une telle constatation... Peut-être les raisons de l'échec doivent-elles être cherchées ailleurs que dans l'opposition de la prose, la douceur de l'été qui concourt à la démobilité des masses, l'attitude ambiguë des radicaux ou

des communistes, la dévaluation. « Pour sauver le Front Populaire, sans doute n'était-il pas suffisant d'assister à quelques défilés, de mépriser les calomnieux de Salengro et d'aller applaudir Louis Jouvet dans « La guerre de Troie n'aura pas lieu ». Il fallait forger d'autres armes pour sauver et la France et la démocratie menacées.

Car dans cette « symphonie inachevée » du Front Populaire dont Jean Touchard et Louis Bodin nous font entendre les thèmes violemment contrastés, les mouvements rythmés par les foules et les instrumentistes à la fois si proches et si éloignés de nous, nous percevons distinctement les grondements de la deuxième guerre mondiale.

Louis GRUNENWALD.

(1) Armand Colin.

## Une civilisation des loisirs

de Georges HOURDIN

**V**OICI un livre qui n'est pas de vulgarisation comme l'indique l'éditeur, mais à la fois de philosophie et de sociologie, celle-ci donnant à celle-là signification, vigueur, substance humaine.

Le loisir moderne ne se confond pas avec les jeux et les fêtes dont les sociétés antiques et médiévales offrent tant d'exemples codifiés en rites et enveloppés de sacré. Le loisir n'apparaît que dans une civilisation du mouvement comme la nôtre et après que le travail satisfaisant largement aux besoins élémentaires a permis cette plus-value de temps, de ressources et d'énergie qui va se dépenser tantôt sur les routes du week-end, les plages ou les montagnes des vacan-

ces, tantôt au cinéma et devant les postes de radio et de télévision. Ce loisir est devenu un droit et un besoin et, cette sorte de progrès étant irréversible, il ne peut que prendre une place toujours plus grande dans notre civilisation.

Georges Hourdin analyse le phénomène avec une objectivité informée et qui sait utiliser la vérité des chiffres et des statistiques. Mais il ne cesse de faire surgir des problèmes de valeur qui supposent une option sur l'homme et sur l'avenir humain. La philosophie de Georges Hourdin est foncièrement optimiste, elle se refuse à appliquer au loisir moderne les catégories romantiques ou jansénistes du divertissement pascalien. Et contredisant un prophétisme noir fort à la mode, elle voit dans le loisir moderne une nouvelle manière enrichissante d'être au monde et de découvrir l'homme. C'est ainsi par exemple que la télévision n'est pas un abêtissement de l'esprit envoûté par l'image, mais une tentative pour faire coïncider le foyer avec toute l'ampleur du monde et pour rendre prochain ce qui est lointain, d'où d'étonnantes possibilités de culture en accord avec l'ouverture du cœur.

Livre au total robuste, débordant non seulement de confiance, mais de foi; écrit sur le rythme d'allégresse et de rapidité qui est celui du loisir, bien souvent non-conformiste et dont le titre « une civilisation des loisirs » n'entend pas seulement rendre compte d'un fait, mais veut être un acte d'espérance.

E. BORNE.

(Calmann-Lévy.)

Abonnez-vous  
à  
France Forum



# Amère jeunesse

par Etienne BORNE

**E**N mettant à l'affiche « la montée des jeunes dans la communauté nationale », les Semaines Sociales se proposent cette année de réfléchir publiquement sur une révolution déjà commencée et qui va aller s'amplifiant. La France ne cesse de se rajourner toujours davantage d'où à la fois une vaste espérance de renouvellement, mais aussi une incertitude angoissante car une jeunesse est ce sphinx au visage multiple, indéterminé dont la beauté est virtualité, inachèvement, promesse, et qui n'avouera sa vérité et ne dira le mot de son énigme qu'en se perdant et en se niant dans les maturités à venir. Une jeunesse est toujours en situation d'impatience et de révolte, non parce que le temps qui passe inclinera toujours vers le pire, que le siècle ira se dégradant et que les nouvelles vagues seraient plus qu'auparavant perméables à tous les démons de la négation, mais parce que telle est la vérité de la vie qui veut que le semblable engendre un semblable indépendant de lui et qui se retourne contre lui pour le juger et le contester. Il y a entre les générations une opposition dialectique qui lorsqu'elle est saine fait de l'inévitable tension un bien à la fois dramatique et fécond ; le paternalisme a tort qui voudrait retenir les Jeunes sous la tutelle des Anciens et leur inculquer le respect timide des habitudes acquises et des valeurs établies, mais la révolte adolescente ne se trompe pas moins lorsqu'elle ne veut pas voir que sa protestation elle-même a valeur de solidarité, qu'elle accomplit les logiques profondes de la vie et qu'elle vise, quand elle se connaît bien, non à renier l'héritage mais à en sauver la substance éternelle en lui donnant un visage nouveau.

**C**E rôle, qui est destin ou plutôt Providence, la jeunesse d'aujourd'hui ne le joue que douloureusement et laborieusement et il y a bien de l'amertume sous des attitudes de passion vive ou de désinvolture appuyée qu'affectionnent les nouvelles vagues. La jeunesse a pris conscience d'elle-même, elle sait qu'elle est un force et elle voudrait que les années qu'elle vit ne soient pas seulement un temps d'apprentissage mort et vide, mais déjà véritablement vie et vie pleine et intense, et qui compte dans le déroulement de l'histoire. Mais cette conscience de soi parce qu'elle est trop aiguë et qu'elle intervient dans un monde difficile est génératrice de doute et d'anxiété. La jeunesse en sait beaucoup et elle mesure trop bien l'abîme qui s'est creusé entre les valeurs que célèbrent ses aînés

et le monde réel dans lequel il lui faut tant bien que mal vivre et, s'il se peut, exister. Celles-ci disent démocratie, liberté, droits de l'homme et celui-là ne montre que fanatismes entrecroisés, réalisme politique, et intérêts déguisés en idéologies. La jeunesse a en elle un grand appétit de pureté, elle craint d'être mystifiée ; d'où à la fois cette avidité qui se remarque partout chez elle d'un engagement qui soit en même temps un témoignage et cette répugnance souvent invincible à entrer dans les partis ou les groupements déjà constitués, ou même à reprendre à son compte les lieux communs humanistes dont usait une génération précédente, et même sous la forme passablement corrosive que leur donnait un Emmanuel Mounier. Si bien que la jeunesse est tentée tantôt par un nihilisme dont « les blousons noirs » ne sont que l'expression la plus logique dans l'aberration, tantôt par toutes les variantes de l'extrémisme politique, le plus dur et le plus faussement efficace. Bien qu'il monte des nouvelles vagues un grand tumulte de revendications et d'exigences, cette jeunesse est en vérité singulièrement disponible et vacante.

**L**ES générations établies ne sont pas sans responsabilité dans cette situation. La masse des hommes et des femmes arrives et installés est dans une grande ignorance des problèmes et des drames propres à la jeunesse et trouve dans son embourgeoisement tout ce qu'il faut de bonne conscience pour supporter de vivre dans l'inertie et le confort. Quelques-uns qui se croient d'avant-garde et qui attendent de la jeunesse une révolution dont ils seraient bien en peine de définir l'esprit et de dessiner la figure, exaspèrent dans les générations montantes les puissances de négation et de révolte et croient ainsi contre le destin de l'âge faire preuve d'une jeunesse éternelle. Ils servent mal la jeunesse, ceux qui se désolidarisent de leur génération et qui croient, car ils ont l'imagination pleine de souvenirs historiques grandioses, passer aux barbares pour aider à régénérer le monde par la violence d'un sang vif et neuf. Je rêve d'Anciens, fidèles à leur génération, lucides sur les défaillances de l'âge mûr, mais capables de résister à la contestation des Jeunes, de défendre des valeurs certes ternies mais capables de résurgence, de faire ainsi que la tension entre les âges soit véritablement créatrice. Ainsi le débat s'engagerait réellement. La jeunesse ne resterait pas vague et vide. Il faut que le silex heurte le silex pour que jaillisse l'étincelle.